

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de
Groupe Canaccord Genuity Inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de **Groupe Canaccord Genuity Inc.** et de ses filiales (la « Société »), qui comprennent les états de la situation financière consolidés aux 31 mars 2021 et 2020, et les comptes de résultat consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les tableaux des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Société aux 31 mars 2021 et 2020, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions. Notre description de la façon dont chaque question ci-après a été traitée dans le cadre de l'audit est fournie dans ce contexte.

Nous nous sommes acquittés des responsabilités décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport, y compris à l'égard de ces questions. Par conséquent, notre audit a comporté la mise en œuvre de procédures conçues dans le but de répondre à notre évaluation des risques d'anomalies significatives dans les états financiers consolidés. Les résultats de nos procédures d'audit, y compris les procédures mises en œuvre en réponse aux questions ci-après, fournissent le fondement de notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés ci-joints.

Question clé de l'audit	Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit
Comptabilisation des produits tirés des transactions de financement de sociétés et de fusions et acquisitions	
<p>Au 31 mars 2021, la Société a comptabilisé des produits tirés des honoraires de consultation de 197,1 millions \$ liés aux transactions de financement de sociétés et de fusion et acquisition. La Société comptabilise les produits tirés des honoraires de consultation lorsque l'obligation de prestation liée à la transaction sous-jacente est remplie aux termes de l'entente.</p>	<p>Pour tester les produits comptabilisés tirés des honoraires de consultation, nos procédures d'audit ont compris, entre autres :</p>
<p>Étant donné que la taille de chaque transaction qui donne lieu à des honoraires de consultation est souvent importante et que le nombre de transactions et le moment auquel elles sont réalisées peuvent grandement varier d'une période à l'autre selon le niveau d'activité sur le marché, cet aspect de l'audit est considéré comme un risque d'audit clé. Lorsque des transactions importantes sont conclues vers la date de clôture, une évaluation est effectuée pour déterminer dans quelle période la Société a rempli ses obligations de prestation et peut ainsi comptabiliser les produits correspondants. Les détails des méthodes comptables de la Société relatives à la comptabilisation des produits des activités ordinaires sont présentés à la note 5, « Résumé des principales méthodes comptables ».</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nous avons choisi un échantillon des transactions donnant lieu à des honoraires de consultation et examiné les contrats exécutés pour déterminer si l'obligation de prestation a été remplie progressivement ou à un moment précis. • Nous avons testé un échantillon de transactions donnant lieu à des honoraires de consultation en cours à la date de clôture et évalué si les obligations de prestation liées aux services de consultation fournis progressivement ont été comptabilisées conformément à l'IFRS 15 en obtenant des éléments probants sur la prestation des services et en établissant une comparaison avec la partie des produits comptabilisés pour la période de prestation des services. • Nous avons passé en revue les documents sources, y compris les ententes exécutées et les encaissements, pour obtenir des éléments probants quant à savoir si les obligations de prestation ont été remplies pour toutes les transactions de consultation conclues immédiatement avant et après la fin de l'exercice, et avons évalué si les produits ont été comptabilisés dans la période appropriée. • Nous avons évalué les méthodes comptables critiques de la Société et les informations y afférentes dans les états financiers consolidés pour déterminer si elles reflètent adéquatement les transactions en question et si elles sont conformes à l'IFRS 15.

Question clé de l'audit

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée

Au 31 mars 2021, le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée de la Société s'élevaient à 425,0 millions \$. La direction évalue au moins une fois par an, ou lorsqu'il existe des indices de dépréciation, si la valeur comptable de ces actifs a subi une perte de valeur. Dans le cadre des tests de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, la direction compare la valeur comptable d'une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») à sa valeur recouvrable qui est établie au moyen de la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité ou la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les tests de dépréciation des UGT reposent sur des estimations des valeurs recouvrables fondées sur des prévisions sur cinq ans avec une valeur finale pour la période subséquente. Compte tenu de la nature subjective des données d'entrée importantes pour le modèle de dépréciation, y compris la fluctuation des produits des activités ordinaires, la charge de rémunération au rendement, le taux d'actualisation et le taux de croissance final, les résultats du modèle sont sensibles aux données d'entrée qui font appel au jugement de la direction.

La Société a acquis une marque, soit une immobilisation incorporelle à durée indéterminée, et applique la méthode de l'exemption de redevances pour calculer la valeur recouvrable de cet actif. Cette méthode utilise l'actualisation des flux de trésorerie en s'appuyant sur plusieurs hypothèses, notamment les taux de redevances en pourcentage des produits des activités ordinaires appliqués aux UGT qui utilisent la marque et l'incidence des charges d'entretien de la valeur recouvrable.

Compte tenu de la subjectivité inhérente aux prévisions et à l'actualisation des flux de trésorerie futurs et de l'importance du goodwill de 380,1 millions \$ et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée de 44,9 millions \$ comptabilisés par la Société au 31 mars 2021, cet aspect de l'audit est considéré comme un risque d'audit clé. Les détails des principales méthodes comptables de la Société relatives au goodwill et aux immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont présentés à la note 5, « Résumé des principales méthodes comptables ».

Évaluation de la juste valeur des titres négociables classés au niveau 3

La Société a des placements de niveau 3 de 46,6 millions \$, comptabilisés à la juste valeur. Ces instruments financiers sont complexes et non liquides et nécessitent le recours à des techniques d'évaluation qui peuvent comprendre des modèles complexes et des données d'entrée non observables, qui font appel aux estimations et au jugement de la direction.

L'audit de l'évaluation de ces instruments financiers a exigé de l'auditeur qu'il pose des jugements importants, en plus de nécessiter la participation de spécialistes en évaluation pour évaluer les modèles complexes et les données d'entrée non observables utilisés, y compris tout rajustement important de valeur. Compte tenu du degré de subjectivité sous-jacent, cet aspect de l'audit est considéré comme un risque d'audit clé.

La Société décrit ses jugements, estimations et hypothèses comptables importants se rapportant à l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers à la note 5, « Résumé des principales méthodes comptables », et à la note 7, « Instruments financiers ».

Pour tester la juste valeur diminuée des coûts de la vente estimative de l'UGT (ou du groupe d'UGT), nos procédures d'audit ont compris, entre autres :

- Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons évalué le caractère approprié et l'exactitude mathématique des modèles de dépréciation utilisés à l'égard des UGT qui comprennent un goodwill. Dans le cadre de cette évaluation, nous avons comparé les valeurs comptables de chaque UGT qui figurent dans les modèles aux registres financiers de la Société et comparé les UGT identifiées par la Société au niveau le plus bas auquel les activités font l'objet d'un suivi par la direction et d'autres membres de l'organisation.
- Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons évalué les hypothèses et les données d'entrée utilisées par la Société aux fins du calcul de la valeur recouvrable de chaque UGT qui comprend un goodwill, y compris les produits des activités ordinaires, la charge de rémunération au rendement, le taux d'actualisation et le taux de croissance final, en comparant ces hypothèses aux résultats historiques et aux données référentielles.
- Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons évalué les hypothèses et les données d'entrée utilisées par la Société aux fins du calcul selon la méthode de l'exemption de redevances pour l'immobilisation incorporelle qu'est la marque, y compris les taux de redevances et les produits des activités ordinaires imputés aux UGT, afin de déterminer si elles sont conformes aux résultats historiques et aux charges prises en compte dans les modèles de dépréciation du goodwill liés à ces UGT.
- Nous avons procédé à une analyse de sensibilité des principales hypothèses, notamment les taux de croissance des produits des activités ordinaires, les taux de croissance des charges et les flux de trésorerie projetés, afin d'évaluer les variations de la valeur recouvrable de l'UGT (ou du groupe d'UGT) qui résulteraient de modifications apportées aux hypothèses.
- Nous avons évalué les informations fournies par la Société à la note 13 des états financiers ci-joints à l'égard de cette question.

Pour tester la juste valeur des titres négociables classés au niveau 3, nos procédures d'audit ont compris, entre autres :

- Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons évalué le caractère approprié et l'exactitude des calculs des modèles ayant servi à l'évaluation de ces instruments financiers.
- Avec l'aide de nos spécialistes en évaluation, nous avons réalisé une évaluation indépendante d'un échantillon de bons de souscription et de titres non liquides afin d'évaluer les hypothèses de modélisation et les données d'entrée importantes utilisées pour estimer leur juste valeur.
- Nous avons vérifié de manière indépendante les données d'entrée importantes au moyen de sources internes et externes et avons effectué une analyse de sensibilité des données d'entrée importantes non observables afin d'évaluer le caractère raisonnable général de la juste valeur du portefeuille.
 - Nous avons évalué les informations fournies par la Société à l'égard des bons de souscription et des titres non liquides détenus par la Société pour déterminer si elles sont conformes à l'IFRS 7 et à l'IFRS 9.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur les autres informations contenues dans le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Andre de Haan.

EY Ernst + Young S.N.L./S.E.N.C.R.L.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés

Toronto, Canada
Le 1^{er} juin 2021

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États de la situation financière consolidés

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
ACTIF			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 883 292 \$	997 111 \$
Titres détenus	6, 7	1 041 583	931 467
Créances clients	9, 23	3 973 442	3 275 841
Impôt sur le résultat à recevoir		738	5 603
Total des actifs courants		6 899 055	5 210 022
Actifs d'impôt différé	14	81 229	39 487
Placements	10	12 193	10 105
Matériel et aménagements des locaux loués	11	23 070	24 860
Immobilisations incorporelles	13	150 923	170 170
Goodwill	13	380 115	395 417
Actifs au titre de droits d'utilisation	12	85 216	106 134
Total de l'actif		7 631 801 \$	5 956 195 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Titres vendus à découvert	6, 7	889 607	875 017
Dettes fournisseurs et charges à payer	9, 23	5 160 600	3 673 451
Provisions	27	10 357	6 735
Impôt sur le résultat à payer		56 285	11 721
Dettes subordonnée	15	7 500	7 500
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	16	12 119	7 042
Tranche à court terme des obligations locatives	17	24 311	23 417
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	7	17 706	57 859
Débetures convertibles	18	168 112	—
Total des passifs courants		6 346 597	4 662 742
Passifs d'impôt différé	14	13 552	9 903
Débetures convertibles	18	—	128 322
Contrepartie différée	7	8 087	8 966
Contrepartie éventuelle	7	11 490	47 614
Autres passifs non courants	22	—	1 760
Emprunt bancaire	16	66 200	79 192
Obligations locatives	17	70 591	88 922
Total du passif		6 516 517	5 027 421
Capitaux propres			
Actions privilégiées	19	205 641	205 641
Actions ordinaires	20	662 366	663 553
Composante capitaux propres des débetures convertibles	18	—	5 156
Surplus d'apport		62 402	101 501
Contrepartie différée		—	6 545
Résultats non distribués (déficit)		73 220	(193 131)
Cumul des autres éléments du résultat global		103 465	139 353
Total des capitaux propres		1 107 094	928 618
Participations ne donnant pas le contrôle	8	8 190	156
Total des capitaux propres		1 115 284	928 774
Total du passif et des capitaux propres		7 631 801 \$	5 956 195 \$

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration :

« Daniel Daviau »

« Terrence A. Lyons »

DANIEL DAVIAU

TERRENCE A. LYONS

Administrateur

Administrateur

Groupe Canaccord Genuity Inc.

Comptes de résultat consolidés

Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens sauf les montants par action)	Notes	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES			
Commissions et honoraires		735 239	586 884
Financement de sociétés		761 551	236 962
Honoraires de consultation		197 092	206 507
Négociation à titre de contrepartiste		246 801	108 834
Intérêts		26 288	63 690
Divers		40 717	20 990
		2 007 688	1 223 867
CHARGES			
Charge de rémunération		1 227 895	738 313
Frais de négociation		122 154	83 964
Locaux et matériel		19 948	18 094
Communications et technologie		67 475	66 666
Intérêts		28 364	33 678
Frais d'administration		82 310	113 612
Amortissement	11, 13	26 156	32 594
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	12	25 040	22 866
Frais de développement		27 246	12 053
Frais de restructuration	27	—	1 921
Frais connexes aux acquisitions		5 922	(124)
Perte et autres coûts liés à l'extinction de débetures convertibles	18	4 354	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée		922	207
		1 637 786	1 123 844
Résultat avant impôt sur le résultat		369 902	100 023
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	14		
Exigible		133 252	29 344
Différé		(33 152)	(15 875)
		100 100	13 469
Résultat net de l'exercice		269 802	86 554
Résultat net attribuable aux :			
Actionnaires de GCGI		263 786 \$	86 490 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	8	6 016 \$	64 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)			
De base	20	96 659	98 449
Après dilution	20	108 978	128 303
Résultat par action ordinaire			
De base	20	2,30 \$	0,78 \$
Après dilution	20	2,04 \$	0,65 \$
Dividendes par action privilégiée de série A	21	0,97 \$	0,97 \$
Dividendes par action privilégiée de série C	21	1,25 \$	1,25 \$
Dividendes par action ordinaire	21	0,25 \$	0,20 \$

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États du résultat global consolidés

Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Résultat net de l'exercice	269 802 \$	86 554 \$
Autres éléments du résultat global		
Variation nette des (pertes latentes) profits latents à la conversion des établissements à l'étranger nette de l'impôt	(31 439)	36 745
Résultat global de l'exercice	238 363 \$	123 299 \$
Résultat global attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	231 989 \$	122 088 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	6 374 \$	1 211 \$

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

États des variations des capitaux propres consolidés

Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Actions privilégiées au début et à la fin de l'exercice	19	205 641	205 641
Actions ordinaires au début de l'exercice		663 553	672 896
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions		10	489
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT)		(37 822)	(39 846)
Actions ordinaires dont les droits sont acquis libérées par les fiducies pour les avantages du personnel		40 766	69 903
Bons de souscription exercés dans le cadre du placement privé		—	732
Actions rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante		—	(40 000)
Actions visées par l'engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		(8 181)	—
Conversion de débetures convertibles		22	—
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie éventuelle de Jitneytrade		2 000	—
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier		6 545	7 094
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement		1 232	—
Actions annulées		(5 585)	(10 136)
Prêts nets destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis		(174)	2 421
Actions ordinaires à la fin de l'exercice	20	662 366	663 553
Bons de souscription au début de l'exercice		—	1 975
Reclassement à titre de passif		—	(1 975)
Bons de souscription à la fin de l'exercice		—	—
Composante capitaux propres des débetures convertibles au début de l'exercice		5 156	5 156
Reclassement vers les résultats non distribués par suite du rachat de débetures convertibles	18	(5 156)	—
Composante capitaux propres des débetures convertibles à la fin de l'exercice		—	5 156
Surplus d'apport au début de la période		101 501	124 710
Paiements fondés sur des actions montant net		15 882	(23 490)
Actions annulées		(3 274)	2 935
Composante capitaux propres liée au rachat des débetures convertibles		(58 747)	—
Prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis		174	(2 421)
Variation de l'actif d'impôt différé lié aux paiements fondés sur des actions		6 866	(233)
Surplus d'apport à la fin de l'exercice		62 402	101 501
Déficit au début de l'exercice		(193 131)	(237 770)
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI		263 786	86 490
Reclassement des profits réalisés à la cession des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		4 091	—
Dividendes sur actions ordinaires	21	(23 924)	(32 447)
Dividendes sur actions privilégiées	21	(9 404)	(9 404)
Reclassement de la composante capitaux propres des débetures convertibles	18	31 802	—
Résultats non distribués (déficit) à la fin de l'exercice		73 220	(193 131)
Contrepartie différée au début de l'exercice		6 545	—
Petsky Prunier		(6 545)	6 545
Contrepartie différée à la fin de l'exercice		—	6 545
Cumul des autres éléments du résultat global au début de l'exercice		139 353	103 755
Reclassement des profits réalisés à la cession des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		(4 091)	—
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires de GCGI		(31 797)	35 598
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de l'exercice		103 465	139 353
Total des capitaux propres		1 107 094	928 618
Participations ne donnant pas le contrôle au début de l'exercice		156	1 997
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle		1 660	(1 542)
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		6 374	1 211
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		—	(1 510)
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de l'exercice		8 190	156
Total des capitaux propres		1 115 284	928 774

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés

Pour les exercices clos les (en milliers de dollars canadiens)	Notes	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net de l'exercice		269 802 \$	86 554 \$
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement	11, 13	26 156	32 594
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	12	25 040	22 866
Recouvrement d'impôt différé		(33 152)	(15 875)
Charge au titre de paiements fondés sur des actions	22	146 408	42 820
Perte et autres frais liés à l'extinction de débetures convertibles	18	4 354	—
Éléments sans effet de trésorerie des frais connexes aux acquisitions		2 000	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée		922	207
Dépréciation des placements		2 370	—
Charge d'intérêts liée aux obligations locatives		6 765	7 193
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
Augmentation des titres détenus		(110 116)	(240 968)
Augmentation des créances clients		(699 172)	(618 636)
Augmentation de l'impôt sur le résultat à payer montant net		52 329	4 173
Augmentation des titres vendus à découvert		14 590	501 598
Augmentation des dettes fournisseurs des charges à payer et des provisions		1 387 386	546 142
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		1 095 682	368 668
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Diminution de la dette bancaire		—	(9 639)
Rachat d'actions aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités		(8 859)	(7 201)
Rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat importante		—	(40 000)
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT)		(37 822)	(39 846)
Produit d'un emprunt bancaire		—	26 318
Produit de l'exercice d'options sur actions liées au rendement		1 232	—
Paiement d'un emprunt bancaire		(6 925)	(3 421)
Paiement d'un passif non courant		(1 721)	—
Paiement d'une contrepartie différée et d'une contrepartie éventuelle		(73 596)	—
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		(23 924)	(32 447)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(9 404)	(9 404)
Paiements de loyers		(30 212)	(31 699)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(191 231)	(147 339)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Achat de matériel et aménagements des locaux loués		(4 857)	(6 353)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(2 260)	—
Acquisition de Thomas Miller nette de la trésorerie acquise		—	(27 634)
Acquisition de Patersons Securities Limited nette de la trésorerie acquise		—	(11 433)
Participation dans une entreprise associée		(2 414)	(4 000)
Achat de placements		(3 000)	(498)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(12 531)	(49 918)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie		(5 739)	4 961
Augmentation de la situation de trésorerie		886 181	176 372
Situation de trésorerie au début de l'exercice		997 111	820 739
Situation de trésorerie à la fin de l'exercice		1 883 292	997 111
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts reçus		25 423 \$	63 439 \$
Intérêts payés		27 418 \$	32 055 \$
Impôt sur le résultat payé		83 886 \$	27 685 \$

Voir les notes ci-jointes.

Groupe Canaccord Genuity Inc.

Notes des états financiers consolidés

Aux 31 mars 2021 et 2020
et pour les exercices clos à ces dates
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

NOTE 1 Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la Société ou GCGL) est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendant et de premier plan qui mène des activités sur les marchés des capitaux en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. La Société a aussi des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constitué le 14 février 1997 lorsqu'il a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); il est maintenu sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est sis au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est sis au Suite 400 – 725 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1G5.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de la Société sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

Les produits et le résultat tirés des activités de la Société connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de celle-ci sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

NOTE 2 Base d'établissement

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les présents états financiers consolidés audités sont fondés sur le coût historique, sauf pour les placements, les titres détenus, les titres vendus à découvert, la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle, tous ces éléments ayant été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes, hormis certains placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Les présents états financiers consolidés audités sont présentés en dollars canadiens et tous les montants sont en milliers de dollars, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés audités le 1^{er} juin 2021.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les présents états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société, de ses filiales et d'entités ad hoc contrôlées.

Les résultats financiers d'une filiale ou d'une entité ad hoc contrôlée sont consolidés si la Société acquiert le contrôle. Il y a contrôle lorsqu'une entité détient le pouvoir sur une entité émettrice, qu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci.

Les résultats des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont inclus dans les comptes de résultat à compter de la date réelle de l'acquisition ou jusqu'à la date réelle de la cession, selon le cas.

Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés. Dans les cas où une méthode comptable d'une filiale diffère des méthodes comptables de la Société, la Société a effectué les ajustements appropriés pour assurer leur conformité aux fins de la préparation des présents états financiers consolidés. Les états financiers des filiales sont dressés pour la même période de présentation de l'information financière que ceux de la société mère.

UTILISATION DE JUGEMENTS, D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation des présents états financiers consolidés exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. La pandémie mondiale liée à l'écllosion de la COVID-19 suscite davantage d'incertitude à l'égard des hypothèses que la direction a utilisées pour porter des jugements et effectuer des estimations. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi par des interventions monétaires et budgétaires importantes conçues pour stabiliser la conjoncture économique. La durée et les répercussions de la pandémie de COVID-19 demeurent inconnues, tout comme l'efficacité des interventions des gouvernements et des banques centrales. Il est impossible d'estimer avec fiabilité l'ampleur et la gravité de la situation, ainsi que les conséquences sur les résultats financiers et la situation financière de la Société et de ses filiales d'exploitation pour les périodes ultérieures. Comme la portée des répercussions de la COVID-19 sur l'économie mondiale et les activités de la Société est très incertaine et difficile à prédire à l'heure actuelle, tout comme celle des mesures prises par le gouvernement et les organismes de réglementation en réponse à la pandémie, le niveau d'incertitude à l'égard des jugements et des estimations de la direction est élevé. La mesure dans laquelle les activités et la situation financière de la Société continueront d'être touchées par la pandémie de COVID-19 dépendra de son évolution, notamment en ce qui concerne la propagation des variants, l'efficacité des vaccins contre les nouveaux variants, les taux de vaccination de masse et l'incidence des contrôles et des restrictions connexes instaurés par les autorités gouvernementales.

Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions. Des modifications peuvent être apportées aux estimations liées à l'actif net acquis dans le cadre d'une acquisition ainsi qu'à la répartition entre les immobilisations incorporelles identifiables à durée de vie indéterminée ou déterminée. Des jugements, des estimations et des hypothèses ont également été utilisés dans le cadre de la répartition du prix d'acquisition, y compris l'évaluation du goodwill et des immobilisations incorporelles acquis en lien avec l'acquisition de Thomas Miller Wealth Management Limited et de Patersons Securities Limited.

Dans l'analyse ci-après, à moins d'indication contraire, Hargreave Hale Limited est désignée sous le nom de « Hargreave Hale », Petsky Prunier LLC est désignée sous le nom de « Petsky Prunier », McCarthy Taylor Limited (renommée CG McCarthy Taylor Limited) est désignée sous le nom de « McCarthy Taylor », Thomas Miller Wealth Management Limited et les activités pour le compte de particuliers de Thomas Miller Investment (Isle of Man) Limited (renommées CG Wealth Planning Limited) sont désignées sous le nom de « Thomas Miller », Patersons Securities Limited (renommée Canaccord Genuity Financial Limited) est désignée sous le nom de « Patersons », et Jitneytrade Inc., Finlogik Capital Inc. et Finlogik Inc. sont collectivement désignées sous le nom de « Jitneytrade ».

Consolidation

Au 31 mars 2020, la Société détenait 80 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (CGAL) et de Canaccord Genuity Financial Limited (CGFL). La Société a aussi évalué ses ententes contractuelles avec les autres actionnaires de CGAL et de CGFL et le contrôle qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles des deux filiales et elle a déterminé qu'elle devait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), aux 31 mars 2020 et 2019. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL et de CGFL ont donc été consolidés. Même si la Société détenait 80 % des actions émises de CGAL et de CGFL au 31 mars 2020, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 85 % en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. Par conséquent, la Société a consolidé l'entité et comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 15 %, ce qui représente la portion de l'actif net identifiable de CGAL et de CGFL qui n'appartient pas à la Société. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société détient des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc (note 22), afin de remplir ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que la Société a un droit exécutoire à un paiement au titre de la prestation effectuée jusqu'à la date considérée et que le prix de transaction peut être évalué de façon fiable. Il peut toutefois être nécessaire de faire une estimation pour établir le montant des produits des activités ordinaires qui peut être comptabilisé ainsi que le moment où les obligations de prestation liées aux transactions de financement de sociétés ou de consultation sous-jacentes sont pratiquement remplies.

Paiements fondés sur des actions

La Société détermine le coût des transactions réglées en instruments de capitaux propres et des transactions réglées en trésorerie conclues avec des employés et des administrateurs selon la juste valeur des attributions. La juste valeur est calculée d'après les cours du marché observables ou au moyen d'un modèle d'évaluation approprié. Le recours à des modèles d'évaluation des options aux fins de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation d'hypothèses hautement subjectives, notamment la volatilité attendue des cours, la échéance attendue, la durée de vie attendue de l'attribution et le taux de dividende attendu. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Les hypothèses et modèles utilisés pour l'estimation de la juste valeur des paiements fondés sur des actions, le cas échéant, figurent à la note 22.

Impôt sur le résultat et évaluation de l'impôt différé

La comptabilisation des passifs d'impôt sur le résultat exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle porte des jugements à l'égard du résultat ultime des déclarations et des cotisations fiscales. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La Société exerce ses activités dans diverses juridictions fiscales et est assujettie à des cotisations individuelles par ces juridictions. Les déclarations fiscales peuvent faire intervenir des questions complexes dont la résolution peut se prolonger considérablement en cas d'un litige ou d'une nouvelle cotisation par les administrations fiscales. Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables auxquels ces pertes fiscales pourront être imputées. La direction doit faire preuve de beaucoup de jugement pour déterminer le montant de l'actif d'impôt différé qui peut être comptabilisé en fonction du moment où les bénéfices imposables futurs seront réalisés et de leur montant.

L'interprétation de règlements fiscaux complexes, la modification de la législation fiscale et le montant des bénéfices imposables futurs, ainsi que le moment où ils seront réalisés, comportent de nombreuses incertitudes. La Société établit des provisions pour impôt d'après des estimations raisonnables à l'égard des conséquences possibles des contrôles par l'administration fiscale respective des pays dans lesquels elle exerce ses activités. Le montant de ces provisions est fondé sur divers facteurs, comme l'expérience de contrôles fiscaux précédents de la Société.

Dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation au moins une fois l'an ou lorsqu'un événement ou un changement de circonstances indique qu'une dépréciation a pu se produire, afin d'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont attribués est supérieure ou égale à leur valeur comptable.

Pour déterminer la valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de la vente et de la valeur d'utilité, la direction a recours à des modèles d'évaluation qui prennent en compte des facteurs comme le résultat projeté, le multiple cours-bénéfice, l'exonération des redevances liées aux marques et les taux d'actualisation. La direction doit faire preuve de jugement pour choisir l'approche de détermination de la valeur recouvrable et formuler les hypothèses requises. Ce jugement peut influencer sur la valeur recouvrable et sur toute réduction de valeur pour dépréciation. Les hypothèses clés utilisées pour déterminer les valeurs recouvrables des diverses UGT sont présentées à la note 13.

Dépréciation des autres actifs à long terme

La Société évalue ses actifs à long terme amortissables chaque date de clôture pour déterminer s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT contenant l'actif au moyen des meilleures estimations de la direction et de l'information disponible.

Provision pour pertes sur créances

La Société comptabilise des provisions pour pertes sur créances associées aux créances clients, prêts, avances et autres créances selon un modèle prospectif fondé sur les pertes de crédit attendues. La Société constitue une provision pour pertes sur créances en fonction de la politique en matière d'évaluation de la direction fondée sur l'historique des pertes sur créances et ajustée selon les facteurs prospectifs ou d'autres considérations, le cas échéant. Il faut faire preuve de jugement à l'égard du moment où il faut constituer une provision pour pertes sur créances et du montant des provisions spécifiques requises, en tenant compte de la solvabilité de la contrepartie, des tendances économiques actuelles et de l'expérience. Les soldes des créances clients sont en général garantis par des titres; par conséquent, la provision est habituellement établie après avoir tenu compte de la valeur de marché de la garantie, le cas échéant.

Juste valeur des instruments financiers

La Société évalue certains de ses instruments financiers à la juste valeur, comme il est indiqué à la note 7. La juste valeur est calculée d'après les cours de marché fournis par des sources indépendantes, s'ils sont disponibles. Si aucun cours de marché n'est disponible, la juste valeur est calculée au moyen de modèles d'évaluation. Les données utilisées dans ces modèles, comme la volatilité attendue et les décotes de liquidité, proviennent de données de marché observables, si possible, mais si aucune donnée observable n'est disponible, le jugement est requis pour sélectionner ou déterminer les données à utiliser pour le modèle d'évaluation de la juste valeur.

L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la juste valeur et l'estimation des justes valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision, surtout lorsqu'aucune donnée observable n'est disponible. Toute modification des hypothèses et des données utilisées pour évaluer les instruments financiers pourrait avoir une incidence sur les justes valeurs présentées.

Provisions

La Société comptabilise une provision pour les questions juridiques en suspens ou en cours et les enquêtes réglementaires. La détermination des provisions liées aux questions juridiques fait appel au jugement de la direction après consultation d'un conseiller juridique, qui prend en compte des facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité d'une action fautive d'un employé de la Société et les précédents. Des provisions pour litiges éventuels sont comptabilisées par la Société lorsqu'il est probable que celle-ci subira une perte par suite d'un événement passé et que le montant de la perte peut être estimé de manière fiable. La Société comptabilise également des provisions pour restructuration lorsque les critères de comptabilisation s'appliquant à ces provisions sont respectés.

NOTE 3

Adoption de nouvelles normes et de normes révisées

Aucune nouvelle norme comptable n'a été adoptée pour la période close le 31 mars 2021.

NOTE 4

Modifications futures des méthodes comptables

Normes publiées, mais non encore en vigueur

Il n'y avait pas de normes publiées qui pourraient raisonnablement avoir une incidence importante sur les états financiers de la Société et qui n'étaient pas encore en vigueur au 31 mars 2021.

NOTE 5

Résumé des principales méthodes comptables

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société détient également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisé aux comptes de résultat consolidés à titre de charge d'amortissement.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a un indice que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice.

Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (Genuity), de la participation de 80 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et de Patersons Securities Limited, de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor et de Petsky Prunier comprennent les relations clients, les ententes de non-concurrence, les permis de négociation, les contrats de gestion de fonds et la technologie qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. Les marques acquises dans le cadre de l'acquisition de Genuity sont considérées comme ayant une durée indéterminée du fait qu'elles offriront à la Société des avantages sur une période continue. Un logiciel en développement ou acquis est amorti sur sa durée d'utilité lorsque l'actif est prêt à être mis en service. Les marques ayant une durée de vie déterminée sont amorties sur 3 ans, les relations clients, sur une période allant de 5 à 24 ans, et les logiciels développés en interne ou acquis, sur 10 ans.

Logiciel développé en interne ou acquis

Les dépenses relatives au développement ou à l'acquisition de projets sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique des actifs en question. Selon l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*, les actifs sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les coûts capitalisés sont des dépenses directement attribuables au développement du logiciel, comme les coûts liés à l'embauche de personnel, les honoraires de consultation et les honoraires professionnels. L'amortissement des actifs commence lorsque leur développement est terminé et que les actifs sont prêts à être mis en service. Les actifs sont amortis sur la période des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une UGT. La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris individuellement à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs pris individuellement sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Un taux de croissance à long terme est ensuite calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe un indice que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si un tel indice existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, ou lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts en espèces, les titres de papier commercial et les acceptations bancaires ayant une échéance de moins de trois mois à partir de la date d'achat, dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Un instrument financier est un contrat qui donne lieu à un actif financier pour l'une des entités et un passif financier ou un instrument de capitaux propres pour l'autre entité.

i] Actifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des instruments évalués au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net. Le classement repose sur deux critères : le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs financiers; et si les flux de trésorerie contractuels des instruments donnent lieu à des flux de trésorerie qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû (les critères des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels).

Le modèle économique tient compte de l'objectif de la Société, soit de percevoir des flux de trésorerie en détenant les actifs financiers, soit en vendant les actifs ou en optant pour une combinaison des deux.

Classement et évaluation ultérieure

Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN)

Un actif financier est classé comme étant à la JVRN s'il ne respecte pas le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels ou s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de réaliser la valeur de l'actif au moyen d'une vente à court terme. Les actifs financiers à la JVRN sont présentés à la juste valeur, tout profit ou toute perte en découlant étant comptabilisé dans les comptes de résultat. Le profit net ou la perte nette présenté dans les comptes de résultat comprend tous les dividendes non versés et les intérêts générés par l'actif financier. Les actifs financiers évalués à la JVRN comprennent les titres négociables détenus et vendus à découvert.

La Société évalue périodiquement si le classement de ses actifs financiers classés comme étant à la JVRN est toujours approprié, selon son intention, ou non, de vendre les actifs financiers à court terme. Dans des cas rares, si la Société est dans l'incapacité de négocier ces actifs financiers parce que les marchés sont inactifs ou que la direction modifie considérablement son intention de les vendre dans un avenir prévisible, la Société peut décider de reclasser ces actifs financiers.

Actifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG)

Un actif financier est évalué à la JVAERG s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs financiers, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de la catégorie JVAERG comprennent le placement de la Société dans Euroclear, qui a été cédé au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021. Il n'y a aucun autre actif financier évalué à la JVAERG.

Actifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti

Un actif financier est évalué au coût amorti s'il est détenu dans le cadre d'un modèle économique ayant pour objectif de détenir les actifs financiers afin de percevoir des flux de trésorerie contractuels, et que les modalités contractuelles de l'actif financier donnent lieu à des flux de trésorerie qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels. Les éléments de cette catégorie comprennent la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les créances clients.

La Société reclassifie les actifs financiers seulement lorsque le modèle économique qu'elle suit pour les gérer change.

Dépréciation d'actifs financiers

Les créances clients de la Société sont classées comme des actifs financiers évalués au coût amorti et sont assujetties au modèle fondé sur les pertes de crédit attendues. Les créances client incluent les montants à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières. Tous les montants à recevoir liés aux transactions de financement de sociétés et aux clients ont une échéance de moins de douze mois à compter de la comptabilisation initiale et par conséquent, la provision se limite aux pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir. La Société a établi une politique en matière d'évaluation fondée sur l'historique des pertes de crédit et ajustée en fonction de facteurs prospectifs ou d'autres considérations, le cas échéant. La provision n'est pas considérée comme ayant une incidence importante sur les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2021. Un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est réputé être déprécié s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de l'actif.

Décomptabilisation

Un actif financier est décomptabilisé essentiellement lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif sont échus ou que la Société a transféré ses droits de recevoir des flux de trésorerie générés par cet actif.

ii] Passifs financiers

Comptabilisation initiale et évaluation

Tous les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur, puis classés soit comme étant à la JVRN ou comme autres passifs financiers.

Classement et évaluation ultérieure

Passifs financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Les passifs financiers classés comme étant à la JVRN incluent les passifs financiers détenus à des fins de transaction et les passifs financiers désignés à la comptabilisation initiale comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être vendus dans un proche avenir. Les profits ou les pertes sur les passifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans les comptes de résultat. La Société n'a désigné aucun passif financier qui ne répondait pas à tous autres égards à la définition de passif à la JVRN au moment de la comptabilisation initiale à titre de passif à la JVRN. La dette bancaire et les titres vendus à découvert, y compris les instruments financiers dérivés, la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle, sont classés comme détenus à des fins de transaction et comptabilisés à la juste valeur.

Passifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti

Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers classés comme autres passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et les pertes sont comptabilisés dans les comptes de résultat. Les passifs financiers classés comme étant évalués au coût amorti comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les emprunts bancaires, les débiteures convertibles et la dette subordonnée. La valeur comptable des autres passifs financiers s'approche de leur juste valeur.

iii] Compensation d'instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés et le montant net est comptabilisé dans les états de la situation financière consolidés si, et seulement si, la Société a un droit juridique exécutoire de compensation des montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net, ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

iv] Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

La Société négocie des contrats à terme standardisés qui sont des contrats d'achat ou de vente de montants standardisés d'un instrument financier, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque de courbe de rendement et le risque de liquidité.

La Société négocie également des contrats à terme, lesquels sont des contrats non standardisés d'achat ou de vente d'un instrument financier à une date future et à un prix prédéterminé. La Société négocie des contrats à terme afin de tenter d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

La Société évalue les instruments financiers à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière. La juste valeur est le prix qui serait reçu à la vente d'un actif, ou versé au transfert d'un passif, dans le cadre d'une transaction volontaire entre des participants au marché, à la date d'évaluation. L'évaluation de la juste valeur est fondée sur l'hypothèse que la transaction de vente d'un actif ou de transfert d'un passif est réalisée sur le marché principal de l'actif ou du passif ou, en l'absence de marché principal, sur le marché le plus avantageux pour l'actif ou le passif.

Lorsqu'ils sont disponibles, les cours du marché ou les cotations de courtiers (le cours acheteur pour les positions acheteur et le cours vendeur pour les positions vendeur), sans aucune déduction au titre des coûts de transaction, sont utilisés afin de déterminer la juste valeur. Dans le cas des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée au moyen de techniques d'évaluation appropriées et fiables. Ces techniques peuvent comprendre l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés ou d'autres modèles d'évaluation. Les techniques d'évaluation peuvent nécessiter l'utilisation d'estimations ou d'hypothèses posées par la direction s'il n'existe pas de données de marché observables. Lorsque la juste valeur ne peut pas être évaluée de façon fiable au moyen d'une technique d'évaluation, l'instrument financier est évalué au coût.

La Société classe ses évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie à trois niveaux. La hiérarchie accorde un ordre de priorité aux données utilisées dans les techniques d'évaluation de la Société. Un niveau est attribué à chaque évaluation à la juste valeur en fonction des données de plus bas niveau ayant une importance dans l'évaluation de la juste valeur dans son ensemble (note 7). Dans le cas des actifs et des passifs qui sont comptabilisés dans les états financiers consolidés sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont comptabilisés à la juste valeur d'après le prix coté sur un marché actif ou selon un modèle d'évaluation, s'il n'y a pas de prix de marché disponible. Les profits latents et les pertes latentes sont présentés en résultat. Certains titres détenus ont été donnés en garantie pour les transactions d'emprunt de titres. Les titres détenus et les titres vendus à découvert sont classés comme instruments financiers détenus à des fins de transaction.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. La valeur des garanties pour les titres empruntés et les titres prêtés correspond au montant des garanties en trésorerie livrées et reçues dans le cadre des transactions.

Les transactions d'emprunt de titres exigent que la Société dépose un montant en trésorerie, des lettres de crédit ou une autre garantie auprès du prêteur. Pour les titres prêtés, la Société reçoit une garantie sous la forme d'un montant en trésorerie ou sous une autre forme qui est généralement supérieure à la valeur de marché des titres prêtés. La Société surveille chaque jour la juste valeur des titres prêtés et empruntés par rapport à la garantie en trésorerie et, le cas échéant, elle peut exiger que les contreparties déposent une garantie additionnelle ou elle peut remettre la garantie déposée pour s'assurer que ces transactions sont assorties d'une garantie suffisante.

Les transactions de prise en pension et de mise en pension de titres représentent des transactions de financement garanties. La Société reçoit des titres pris en pension, assure la livraison des titres mis en pension, surveille chaque jour la valeur de marché de ces titres et donne ou reçoit une garantie additionnelle, s'il y a lieu.

La Société gère son risque de crédit en établissant des limites globales par client pour ces transactions et en surveillant le respect de ces limites. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable.

TITRES PRIS EN PENSION ET OBLIGATIONS LIÉES AUX TITRES MIS EN PENSION

La Société comptabilise ces transactions au coût amorti à la date de transaction selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les titres mis en pension restent inscrits à l'état de la situation financière consolidé. Les mises en pension et les prises en pension sont traitées comme des transactions de prêts et d'emprunts garantis.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés au moment où une obligation de prestation unique est remplie ou progressivement au cours de la période pendant laquelle une obligation de prestation est remplie et que le client peut s'en prévaloir. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire. Les principales catégories de produits tirés de contrats sont les suivantes :

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de transaction, et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés après déduction des produits tirés des commissions. Les pertes de facilitation pour l'exercice clos le 31 mars 2021 ont été de 8,4 millions \$ (14,8 millions \$ en 2020). Les produits tirés des commissions sont comptabilisés au moment où l'obligation de prestation est remplie (à la date de transaction).

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. La prise ferme de titres constitue la seule obligation de prestation, et les produits sont comptabilisés au moment de la clôture de la transaction de prise ferme.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation courants qui sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle l'obligation de prestation est remplie. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés au moment où la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et lorsqu'il est probable qu'il n'y aura pas d'ajustement à la baisse important des produits des activités ordinaires.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste englobent les produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur la trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts et de dividendes sont exclus du champ d'application de l'IFRS 15.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés des services de courtage de correspondance et les produits tirés des honoraires.

MATÉRIEL ET AMÉNAGEMENTS DES LOCAUX LOUÉS

Le matériel informatique, le mobilier et le matériel, et les aménagements des locaux loués sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé. L'amortissement est comptabilisé comme suit :

Matériel informatique	Méthode linéaire, sur la durée d'utilité
Mobilier et matériel	Méthode linéaire, sur la durée d'utilité
Aménagements des locaux loués	Méthode linéaire, sur la plus courte entre la durée d'utilité ou la durée des contrats de location respectifs

Un élément d'immobilisation corporelle et toute partie spécifique initialement comptabilisée sont décomptabilisés lors de leur sortie ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de leur utilisation ou de leur sortie. Le profit ou la perte résultant de la décomptabilisation d'un actif (calculé comme l'écart entre le produit net de la sortie et la valeur comptable de l'actif) est inclus dans les comptes de résultat consolidés au moment de la décomptabilisation de l'actif.

La valeur résiduelle de l'actif, sa durée d'utilité et les méthodes d'amortissement utilisées sont examinées chaque date de clôture et ajustées prospectivement, le cas échéant.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat imposable.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales de la Société à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié aux éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des placements dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour les différences temporaires imposables dans le cas de placements dans des filiales où le passif d'impôt différé est généré par des profits non distribués et des écarts de change, la Société étant capable de contrôler la date à laquelle ces différences temporaires se résorberont. La Société ne prévoit pas ou n'a pas l'intention de prendre des mesures qui feraient en sorte que les différences temporaires se résorbent dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et lorsque l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

ACTIONS AUTODÉTENUES

Les instruments de capitaux propres faisant partie du capital autorisé de la Société qui sont rachetés (actions autodétenues) sont comptabilisés au coût et déduits des capitaux propres. Cela comprend les actions détenues par l'entremise de fiduciaires pour les avantages du personnel, les prêts destinés à l'achat d'actions dont les droits ne sont pas acquis et les actions privilégiées détenues comme actions propres. Aucun profit ni aucune perte n'est comptabilisé dans les comptes de résultat au moment de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation des instruments de capitaux propres de la Société. Tout écart entre la valeur comptable et la contrepartie, en cas de réémission, est comptabilisé dans le surplus d'apport. Les droits de vote liés aux actions autodétenues sont annulés par la Société et aucun dividende ne leur est attribué.

RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

Le résultat de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat par action ordinaire après dilution reflète l'effet dilutif lié au régime d'intéressement à long terme, aux bons de souscription et aux autres régimes de rémunération dont le paiement est fondé sur des actions ainsi qu'aux débetures convertibles, selon la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement inaccessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de régime d'intéressement à long terme (le RILT ou le régime).

Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions différées (UAD) qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie). Certains membres de la haute direction peuvent également recevoir, dans le cadre de leur rémunération, des options sur actions liées au rendement qui sont réglées en instruments de capitaux propres. En outre, certains membres de la haute direction reçoivent, dans le cadre de leur rémunération, des unités d'actions liées au rendement (UALR) qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie).

L'effet dilutif, le cas échéant, des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution.

Les droits rattachés aux UATI émises aux termes du régime continuent d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. En raison de ce changement, la Société a déterminé que les attributions ne répondent pas, en substance, au critère de condition de service, tel qu'il est défini par l'IFRS 2. Par conséquent, les UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle ces attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Le coût des transactions réglées en trésorerie est évalué initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD est passée en charges au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits (note 22). Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat. Les UALR sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées à titre de charge de rémunération au compte de résultat en tenant compte de certaines conditions liées à l'emploi.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Provisions pour litiges

Les provisions pour litiges sont comptabilisées lorsqu'il est probable que la Société sera responsable de l'obligation future par suite d'un événement passé lié aux questions juridiques et qu'il est possible de les estimer de façon raisonnable.

Provisions pour restructuration

Les provisions pour restructuration ne sont comptabilisées que lorsque les critères de comptabilisation sont pleinement respectés. Afin que les critères de comptabilisation soient respectés, la Société doit avoir en place un plan officiel détaillé quant à l'entreprise ou une partie de l'entreprise concernée, à l'emplacement et au nombre d'employés touchés, une estimation détaillée des frais connexes et un calendrier approprié. En outre, les employés touchés doivent aussi s'attendre valablement à ce que la restructuration ait cours ou que sa mise en œuvre ait commencé. La provision pour restructuration inclut les frais de restructuration du personnel, les charges de réorganisation, les provisions pour contrats de location déficitaires, et la dépréciation du matériel et des aménagements des locaux loués.

CONTRATS DE LOCATION

À la date de début d'un contrat de location, un passif à l'égard des paiements de loyers et un actif représentant le droit d'utiliser l'actif sous-jacent pour la durée du contrat sont comptabilisés. La charge d'intérêts sur l'obligation locative et la charge d'amortissement sur les actifs au titre de droits d'utilisation sont imputées dans les comptes de résultat et comptabilisées séparément.

FONDS DES CLIENTS

Les établissements de la Société au Royaume-Uni et en Europe détiennent des fonds pour le compte de leurs clients, conformément aux règles relatives aux fonds des clients de la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni. Ces fonds et les passifs correspondants attribuables aux clients ne sont pas inclus dans les états de la situation financière consolidés, la Société n'étant pas leur détenteur réel. Les montants détenus pour le compte de clients à la date de clôture sont inclus à la note 26.

INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle de la Société est fondée sur les secteurs d'exploitation suivants : Marchés des capitaux Canaccord Genuity, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et Non sectoriel et autres. Les activités de la Société ont été regroupées dans les régions suivantes : Canada, Royaume-Uni, Europe et Dubaï, Australie, États-Unis, et dans les Autres établissements à l'étranger, qui comprennent les activités en Asie.

NOTE 6	Titres détenus et titres vendus à découvert		31 mars 2021		31 mars 2020	
	Titres détenus \$	Titres vendus à découvert \$	Titres détenus \$	Titres vendus à découvert \$	Titres détenus \$	Titres vendus à découvert \$
	770 455 \$	777 996 \$	724 444 \$	688 400 \$		
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	271 128	111 611	207 023	186 617		
Actions et débetures convertibles	1 041 583 \$	889 607 \$	931 467 \$	875 017 \$		

Au 31 mars 2021, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2021 à 2080 (de 2020 à 2098 au 31 mars 2020) et portaient intérêt à des taux allant de 0,00 % à 31,50 % (de 0,00 % à 14,00 % au 31 mars 2020).

CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Aux 31 mars 2021 et 2020, les catégories d'instruments financiers, autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et la dette bancaire, ainsi que les placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, détenues par la Société se présentaient comme suit :

	Juste valeur par le biais du résultat net		Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		Coût amorti		Total	
	31 mars 2021	31 mars 2020	31 mars 2021	31 mars 2020	31 mars 2021	31 mars 2020	31 mars 2021	31 mars 2020
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers								
Titres détenus	1 041 583	\$ 924 594	\$ —	\$ 6 873	\$ —	\$ —	\$ 1 041 583	\$ 931 467
Montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	2 434 162	2 036 876	2 434 162	2 036 876
Montants à recevoir des clients	—	—	—	—	848 549	696 644	848 549	696 644
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	—	—	494 476	388 376	494 476	388 376
Autres créances clients	—	—	—	—	196 255	153 945	196 255	153 945
Placements	6 882	6 287	—	—	—	—	6 882	6 287
Total des actifs financiers	1 048 465	\$ 930 881	\$ —	\$ 6 873	\$ 3 973 442	\$ 3 275 841	\$ 5 021 907	\$ 4 213 595
Passifs financiers								
Titres vendus à découvert	889 607	\$ 875 017	\$ —	\$ —	\$ —	\$ —	\$ 889 607	\$ 875 017
Montants à payer à des courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	1 845 236	1 618 004	1 845 236	1 618 004
Montants à payer à des clients	—	—	—	—	2 559 721	1 703 574	2 559 721	1 703 574
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	—	755 643	351 873	755 643	351 873
Dette subordonnée	—	—	—	—	7 500	7 500	7 500	7 500
Débiteures convertibles	—	—	—	—	168 112	128 322	168 112	128 322
Contrepartie différée	8 087	8 966	—	—	—	—	8 087	8 966
Contrepartie éventuelle	29 196	105 473	—	—	—	—	29 196	105 473
Autres passifs non courants	—	—	—	—	—	1 760	—	1 760
Emprunt bancaire	—	—	—	—	78 319	86 234	78 319	86 234
Total des passifs financiers	926 890	\$ 989 456	\$ —	\$ —	\$ 5 414 531	\$ 3 897 267	\$ 6 341 421	\$ 4 886 723

La Société n'a désigné aucun instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale en appliquant l'option de la juste valeur.

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est directement ou indirectement observable)

Niveau 3 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable)

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Aux 31 mars 2021 et 2020, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 mars 2021	Juste valeur estimée			
		Niveau 1	31 mars 2021		Niveau 3
	\$	\$	Niveau 2	\$	\$
Titres détenus					
Titres de créance de sociétés	20 419 \$	— \$	20 419 \$	—	\$
Titres de créance de gouvernements	750 036	336 494	413 542	—	
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	770 455	336 494	433 961	—	
Actions	267 148	157 535	69 861	39 752	
Débiteures convertibles	3 980	—	3 980	—	
Actions et débiteures convertibles	271 128	157 535	73 841	39 752	
	1 041 583	494 029	507 802	39 752	
Placements	6 882	—	—	6 882	
	1 048 465	494 029	507 802	46 634	
Titres vendus à découvert					
Titres de créance de sociétés	(10 834)	—	(10 834)	—	
Titres de créance de gouvernements	(767 162)	(345 224)	(421 938)	—	
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(777 996)	(345 224)	(432 772)	—	
Actions	(111 611)	(98 141)	(13 470)	—	
Débiteures convertibles	—	—	—	—	
Actions et débiteures convertibles	(111 611)	(98 141)	(13 470)	—	
	(889 607)	(443 365)	(446 242)	—	
Contrepartie différée	(8 087)	—	—	(8 087)	
Contrepartie éventuelle	(29 196)	—	—	(29 196)	
	(926 890)	(443 365)	(446 242)	(37 283)	

	31 mars 2020	Juste valeur estimée			
		Niveau 1	31 mars 2020		Niveau 3
	\$	\$	Niveau 2	\$	\$
Titres détenus					
Titres de créance de sociétés	26 428 \$	— \$	26 428 \$	—	\$
Titres de créance de gouvernements	698 016	244 526	453 490	—	
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	724 444	244 526	479 918	—	
Actions	206 043	139 916	63 130	2 997	
Débiteures convertibles	980	—	980	—	
Actions et débiteures convertibles	207 023	139 916	64 110	2 997	
	931 467	384 442	544 028	2 997	
Placements	6 287	—	—	6 287	
	937 754	384 442	544 028	9 284	
Titres vendus à découvert					
Titres de créance de sociétés	(1 800)	—	(1 800)	—	
Titres de créance de gouvernements	(686 600)	(277 653)	(408 947)	—	
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(688 400)	(277 653)	(410 747)	—	
Actions	(186 617)	(168 826)	(17 791)	—	
Débiteures convertibles	—	—	—	—	
Actions et débiteures convertibles	(186 617)	(168 826)	(17 791)	—	
	(875 017)	(446 479)	(428 538)	—	
Contrepartie différée	(8 966)	—	—	(8 966)	
Contrepartie éventuelle	(105 473)	—	—	(105 473)	
	(989 456)	(446 479)	(428 538)	(114 439)	

Variation des passifs financiers de niveau 3

Solde au 31 mars 2020	(105 155) \$
Paiement d'une contrepartie différée et d'une contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Jineytrade	4 586
Paiement d'une contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Thomas Miller	6 013
Paiement d'une contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier	26 336
Paiement d'une contrepartie éventuelle dans le cadre de l'acquisition de Hargreave Hale	34 408
Placements dans Katipult	3 000
Variation de la juste valeur des titres détenus de niveau 3 au cours de l'exercice	36 659
Charge de dépréciation des placements de niveau 3	(2 370)
Écart de conversion	5 874
Solde au 31 mars 2021	9 351 \$

Estimation de la juste valeur

ij) Instruments financiers de niveau 2

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les placements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements, dans des titres de créance convertibles et dans des actions négociées hors Bourse. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, la Société a cédé son placement dans Euroclear, qui était auparavant classé comme un placement de niveau 2 (6,9 millions \$ (4,4 millions €) au 31 mars 2020). Par conséquent, les profits cumulatifs réalisés sur le placement dans Euroclear totalisant 4,1 millions \$ ont été reclassés hors du cumul des autres éléments du résultat global et inscrits dans les résultats non distribués.

ii) Instruments financiers de niveau 3

Détenus à des fins de transaction

La juste valeur des placements de niveau 3 classés comme détenus à des fins de transaction est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur les informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix des placements détenus à des fins de transaction sont définis soit en fonction du dernier cours négocié, soit en fonction du dernier cours vendeur ou, si ces prix sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des transactions récentes ou sur de nouvelles émissions en attente. La juste valeur des placements de niveau 3 détenus à des fins de transaction au 31 mars 2021 s'établissait à 39,8 millions \$ (3,0 millions \$ au 31 mars 2020).

Au 31 mars 2021, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, détenait un placement de 3,9 millions \$ dans Capital Markets Gateway, qui a été classé comme instrument financier de niveau 3, étant donné que son évaluation ne s'appuie pas sur des données observables ou des indicateurs du marché. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 2,4 millions \$ liée à ses placements dans Family Office Network et Castle Ridge Asset Management Ltd. en raison d'une baisse de la juste valeur de ces placements. En outre, au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, la Société a également investi 3,0 millions \$ dans des débetures convertibles subordonnées non garanties de Katipult Technology Corp. (« Katipult »), placement qui a été classé comme instrument financier de niveau 3 (note 10).

Les passifs financiers de niveau 3 comprennent également la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle incluses dans le total du prix des acquisitions de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor, de Petsky Prunier et de Thomas Miller. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, la Société a réglé la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle liées à l'acquisition de Jitneytrade par l'intermédiaire d'un règlement en espèces de 6,6 millions \$ et de l'émission d'actions totalisant 2,0 millions \$. L'excédent du montant du règlement sur la contrepartie différée et la contrepartie éventuelle incluses dans le prix d'acquisition, excédent s'élevant à 4,6 millions \$, a été comptabilisé à titre de frais connexes aux acquisitions au compte de résultat pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

En outre, la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition de Thomas Miller a été réévaluée, ce qui s'est traduit par des frais connexes aux acquisitions de 0,9 million \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2021.

Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures. De plus, la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

GESTION DES RISQUES

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Le risque de crédit est lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux montants nets à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières et aux créances clients. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit, compte non tenu de toute garantie détenue ou de tout rehaussement de crédit, correspondait à la valeur comptable des actifs financiers présentée dans les états financiers consolidés audités de la Société aux 31 mars 2021 et 2020.

Le risque de crédit découle surtout des activités de négociation pour les particuliers et des comptes sur marge des particuliers. Afin de réduire au minimum son exposition, la Société applique certaines normes en matière de solvabilité et certaines limites quant aux transactions, et elle exige le règlement au comptant des transactions sur titres ou le règlement à la livraison. Les transactions sur marge sont garanties par les titres dans les comptes clients conformément aux limites établies par les organismes de réglementation pertinents et sont soumises aux procédés d'examen du crédit et de contrôle quotidien de la Société. La direction surveille la recouvrabilité des créances clients et évalue le montant de la provision pour créances douteuses. Les créances clients impayées devraient être recouvrables à moins d'un an. Au 31 mars 2021, la Société avait comptabilisé une provision pour créances douteuses de 6,8 millions \$ (8,9 millions \$ au 31 mars 2020) (note 9).

La Société est aussi exposée au risque que les contreparties aux transactions ne remplissent pas leurs obligations. Les contreparties sont composées surtout de courtiers en valeurs mobilières, d'agences de compensation, de banques et d'autres institutions financières. La Société ne se fie pas entièrement aux notes attribuées par les agences de notation de crédit pour évaluer les risques de contrepartie. La Société atténue le risque de crédit en effectuant ses propres évaluations diligentes des contreparties, en obtenant et en analysant l'information concernant la structure des instruments financiers, et en demeurant au fait des nouveautés sur le marché. La Société gère également ce risque en effectuant des examens de crédit réguliers afin d'évaluer la solvabilité, en examinant la concentration des titres et des emprunts, en détenant et en évaluant à la valeur du marché la garantie de certaines transactions et en agissant par l'entremise d'organismes de compensation offrant des garanties d'exécution.

Aux 31 mars 2021 et 2020, la concentration la plus importante de la Société par type de contrepartie était auprès d'institutions financières et de clients institutionnels. La direction est d'avis que les transactions se font dans le cours normal des affaires et ne prévoit aucune perte importante découlant de la non-exécution.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la Société ne puisse satisfaire à la demande de liquidités ou s'acquitter de ses obligations à mesure qu'elles arrivent à échéance. La direction de la Société est responsable de passer en revue les sources de liquidités afin de s'assurer que les fonds sont rapidement disponibles pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance, et de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour soutenir ses stratégies commerciales et la croissance de ses activités. Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant dans les états de la situation financière de la Société sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les créances clients sont généralement garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de deux jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients. Des renseignements supplémentaires sur les objectifs de la Société en matière de structure du capital et de gestion du capital figurent à la note 25.

Le tableau ci-après présente les échéances contractuelles des passifs financiers détenus par la Société respectivement aux 31 mars 2021 et 2020 :

Passif financier	Valeur comptable \$		Échéance contractuelle
	31 mars 2021	31 mars 2020	
Titres vendus à découvert	889 607	875 017	Remboursable à vue
Dette subordonnée ¹	7 500	7 500	Remboursable à vue ¹
Dettes fournisseurs et charges à payer	5 160 600	3 673 451	Remboursable à moins d'un an
Tranche à court terme de l'emprunt bancaire	12 119	7 042	Remboursable à moins d'un an
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	17 706	57 859	Remboursable à moins d'un an
Tranche à long terme de l'emprunt bancaire	66 200	79 192	Exercice 2023
Tranche à long terme de la contrepartie éventuelle	11 490	47 614	Exercice 2023
Contrepartie différée	8 087	8 966	Exercice 2023
Autres passifs non courants	—	1 760	s. o.
Débetures convertibles	168 112	128 322	Remboursable à moins d'un an

1) Sous réserve de l'approbation de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.

2) Le rachat des débetures convertibles a été conclu le 9 avril 2021.

La juste valeur de la trésorerie, des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer s'approche de leur valeur comptable et sera payée dans les douze mois.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur des instruments financiers fluctue en raison des variations des cours du marché. La Société répartit le risque de marché entre trois catégories : le risque lié à la juste valeur, le risque de taux d'intérêt et le risque de change.

Risque lié à la juste valeur

Lorsqu'elle participe à des activités de prise ferme, la Société peut subir des pertes si elle ne réussit pas à revendre les titres qu'elle s'est engagée à acheter ou si elle est forcée de liquider son engagement en dessous du prix d'achat convenu. La Société est également exposée au risque lié à la juste valeur du fait de ses activités de négociation de titres de participation, de titres à revenu fixe et d'instruments financiers dérivés à titre de contrepartiste. Les titres à la juste valeur sont évalués aux cours du marché lorsque ceux-ci sont disponibles, et les variations de la juste valeur influent sur les résultats au fur et à mesure qu'elles surviennent. Le risque lié à la juste valeur découle également de la possibilité que les fluctuations des cours du marché influent sur la valeur des titres que la Société détient à titre de garanties des comptes sur marge des clients. La Société réduit son exposition au risque lié à la juste valeur au moyen de contrôles visant à limiter les niveaux de concentration et l'utilisation de capitaux dans ses comptes de négociation de stocks, ainsi que de procédés de contrôle des comptes sur marge.

Le tableau suivant présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers sur le résultat net respectivement aux 31 mars 2021 et 2020. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2021			31 mars 2020		
	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Valeur comptable Actif (passif)	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur le résultat net	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur le résultat net
Instruments financiers						
Actions et débetures convertibles détenues	271 128 \$	10 000 \$	(10 000) \$	200 150 \$	8 576 \$	(8 576) \$
Actions et débetures convertibles vendues à découvert	(111 611) \$	(4 000) \$	4 000 \$	(186 617) \$	(7 997) \$	7 997 \$

Le tableau suivant présente l'incidence des variations de la juste valeur des instruments financiers classés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sur les autres éléments du résultat global. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes et qu'il n'y a pas de perte de valeur permanente. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité à la juste valeur correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2021			31 mars 2020		
	Valeur comptable \$	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global \$	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global \$	Valeur comptable \$	Incidence d'une augmentation de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global \$	Incidence d'une diminution de 10 % de la juste valeur sur les autres éléments du résultat global \$
Instruments financiers						
Actions comprises dans les titres détenus	—	—	—	6 873	0,3	(0,3)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt découle de la possibilité que des variations de taux d'intérêt influent sur la juste valeur ou sur les flux de trésorerie futurs des instruments financiers détenus par la Société. La Société est exposée au risque de taux d'intérêt associé à ses soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, à sa dette bancaire, à la tranche à revenu fixe des titres détenus et des titres vendus à découvert, au montant net des soldes de clients, aux soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie et aux montants nets des soldes des courtiers en valeurs mobilières, ainsi qu'à sa dette subordonnée et à son emprunt bancaire. La Société tente de limiter et de surveiller son exposition au risque de taux d'intérêt au moyen d'une analyse quantitative de ses positions nettes dans des titres à revenu fixe, des soldes de clients, des activités de prêt et d'emprunt de titres et des emprunts à court terme. La Société négocie des contrats à terme standardisés afin d'atténuer le risque de taux d'intérêt. Les contrats à terme standardisés sont inclus dans les titres négociables détenus, nets des titres négociables vendus à découvert, aux fins du calcul de la sensibilité aux taux d'intérêt.

L'échéance de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est inférieure à trois mois. Les soldes nets des débiteurs (crédeurs) des clients donnent lieu à un produit (une charge) au titre des intérêts fondé(e) sur un taux d'intérêt variable. La dette subordonnée porte intérêt au taux préférentiel majoré de 4,0 %, payable mensuellement.

Le tableau suivant présente l'incidence qu'une augmentation ou une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur les soldes aux 31 mars 2021 et 2020 aurait sur le résultat net pour les exercices clos à ces dates respectivement. Les fluctuations de taux d'intérêt n'ont pas d'incidence sur les autres éléments du résultat global. Cette analyse de sensibilité suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux d'intérêt correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

	31 mars 2021			31 mars 2020		
	Valeur comptable Actif (passif) \$	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹ \$	Valeur comptable Actif (passif) \$	Incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 100 points de base des taux d'intérêt sur le résultat net ¹ \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie, nets de la dette bancaire	1 883 292 \$	13 842 \$	(13 842) \$	997 111 \$	8 545 \$	(8 545) \$
Titres négociables détenus, nets des titres négociables vendus à découvert	151 976	1 117	(1 117)	56 450	484	(484)
Créditeurs des clients, montant net	(1 711 172)	(12 577)	12 577	(1 006 930)	(8 629)	8 629
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	494 476	3 634	(3 634)	388 376	3 328	(3 328)
Solde auprès de courtiers en valeurs mobilières, montant net	588 926	4 329	(4 329)	418 872	3 590	(3 590)
Dette subordonnée	(7 500)	(55)	55	(7 500)	(64)	64
Emprunt bancaire	(78 319)	(576)	576	(86 234)	(739)	739

1) Sous réserve d'un plancher de zéro.

Risque de change

Le risque de change découle de la possibilité que toute fluctuation des taux de change entraîne des pertes. Le principal risque de change auquel la Société est exposée découle de son placement dans ses filiales des États-Unis, de l'Australie, et du Royaume-Uni et de l'Europe. Les comptes de ces filiales sont convertis en utilisant le taux de change à la date de clôture. Toute fluctuation du dollar canadien par rapport au dollar américain, à la livre sterling ou au dollar australien entraînera une variation des profits latents (pertes latentes) à la conversion des comptes des établissements à l'étranger, comptabilisée dans le cumul des autres éléments du résultat global.

Toutes les filiales peuvent aussi détenir des instruments financiers en monnaies autres que leur monnaie fonctionnelle et, par conséquent, toute fluctuation des taux de change aura une incidence sur les profits et les pertes de change inscrits au compte de résultat.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence estimative qu'une variation de 5 % de la valeur des monnaies étrangères aurait sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global, lorsque l'exposition à ces monnaies étrangères est importante. L'analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes. La méthode utilisée pour calculer la sensibilité aux taux de change correspond à celle utilisée à l'exercice précédent.

Au 31 mars 2021 :

Devise	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$
Dollar américain	(1 067) \$	1 067 \$	12 701 \$	(12 701) \$
Livre sterling	(172)	172	25 041	(25 041)
Dollar australien	(263)	263	4 638	(4 638)

Au 31 mars 2020 :

Devise	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur le résultat net \$	Incidence d'une augmentation de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$	Incidence d'une diminution de 5 % du taux de change sur les autres éléments du résultat global \$
Dollar américain	(1 261) \$	1 261 \$	13 100 \$	(13 100) \$
Livre sterling	(509)	509	27 998	(27 998)
Dollar australien	(104)	104	2 918	(2 918)

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée de la valeur des actifs sous-jacents, des taux d'intérêt, des indices ou des taux de change. Tous les instruments financiers dérivés devraient être réglés dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Les profits et les pertes réalisés et latents qui ont trait à ces contrats sont comptabilisés dans les comptes de résultat consolidés au cours de la période visée.

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2021 étaient les suivants :

	Montant notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	néant	—	—	—
Pour acheter des dollars américains	5,9 \$ US	1,26 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2021	(0,01) \$

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2020 étaient les suivants :

	Montant notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	2,1 \$ US	1,42 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2020	0,1 \$
Pour acheter des dollars américains	0,8 \$ US	1,42 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2020	(0,1) \$

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros. Au 31 mars 2021, leur échéance moyenne pondérée était de 54 jours (60 jours au 31 mars 2020). Le tableau qui suit présente la juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme ainsi que le notionnel de ces contrats à terme respectivement aux 31 mars 2021 et 2020. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	31 mars 2021			31 mars 2020		
	Actifs	Passifs	Montant notionnel	Actifs	Passifs	Montant notionnel
Contrats de change à terme	113 \$	100 \$	19 014 \$	587 \$	560 \$	25 461 \$

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 mars 2021, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations en cours s'établissait à une position vendeur de 1,1 million \$ (position acheteur de 29,9 millions \$ au 31 mars 2020).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Aux 31 mars 2021 et 2020, il n'y avait aucun contrat à terme standardisé sur des bons du Trésor américain en cours.

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance et est incluse dans les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période considérée.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

La Société exerce des activités de prêt et d'emprunt de titres principalement pour faciliter le processus de règlement des titres. Ces arrangements sont généralement à court terme, des intérêts étant reçus lorsque les montants en trésorerie sont livrés et des intérêts étant versés lorsque les montants en trésorerie sont reçus. Ces transactions sont entièrement garanties et sont assujetties quotidiennement à des appels de marge pour combler toute insuffisance entre la valeur de marché du titre donné et la somme reçue en garantie. Ces transactions sont garanties par des espèces ou des titres, y compris des bons du trésor et des obligations gouvernementales, et sont comptabilisées dans les créances clients et les dettes fournisseurs. L'intérêt gagné sur les garanties en trésorerie est fondé sur un taux variable. Au 31 mars 2021, les taux variables s'établissaient dans une fourchette de 0 % à 0 % (de 0,00 % à 0,19 % au 31 mars 2020).

	Trésorerie		Titres détenus	
	Prêtée ou livrée en garantie \$	Empruntée ou reçue en garantie \$	Prêtés ou livrés en garantie \$	Empruntés ou reçus en garantie \$
31 mars 2021	232 558 \$	39 404 \$	63 536 \$	232 126 \$
31 mars 2020	191 244 \$	119 070 \$	136 163 \$	195 673 \$

DETTE BANCAIRE

La Société contracte des emprunts à vue ou des positions à découvert surtout pour faciliter le processus de règlement des titres pour ses propres transactions sur titres et pour celles des clients. La dette bancaire est garantie par des titres non réglés des clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2021, la Société n'avait aucun solde impayé sur sa dette bancaire (néant \$ (néant £) au 31 mars 2020).

EMPRUNT BANCAIRE

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour les acquisitions de Hargreave Hale et de Thomas Miller. L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans et vient à échéance en septembre 2023. L'emprunt était assorti d'un taux d'intérêt annuel de 2,1288 % au 31 mars 2021 (taux annuel de 2,6584 % au 31 mars 2020).

AUTRES FACILITÉS DE CRÉDIT

Compte non tenu de l'emprunt bancaire lié à l'acquisition de Hargreave Hale et de Thomas Miller décrit précédemment, les filiales de la Société disposent également d'autres facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni pour un total de 637,1 millions \$ (653,7 millions \$ au 31 mars 2020). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2021, la Société avait un solde impayé sur sa dette bancaire de néant (néant au 31 mars 2020).

Une filiale de la Société a également fourni des lettres de crédit de soutien garanties irrévocables d'une institution financière totalisant 2,9 millions \$ (2,3 millions \$ US) (3,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) au 31 mars 2020) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York. Aux 31 mars 2021 et 2020, aucun solde n'était impayé en vertu de ces lettres de crédit de soutien.

NOTE 8

Participations dans d'autres entités

La Société détenait 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et, par l'entremise de ces actions, une participation indirecte de 80 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et Canaccord Genuity Financial Limited au 31 mars 2021 (80 % au 31 mars 2020). Canaccord Genuity (Australia) Limited (CGAL) mène ses activités au sein du secteur Marché des capitaux et Canaccord Genuity Financial Limited (CGFL), au sein du secteur Gestion de patrimoine. Comme il est indiqué à la note 25, CGAL et CGFL sont réglementées par l'Australian Securities and Investments Commission.

Pour l'exercice 2020, CGAL et CGFL ont affiché un résultat net total de 39,8 millions \$ (résultat net de 0,4 million \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2020). Au 31 mars 2021, le cumul des participations ne donnant pas le contrôle s'établissait à 8,2 millions \$ (0,2 million \$ au 31 mars 2020). Les informations financières résumées des sociétés australiennes consolidées, y compris le goodwill à l'acquisition et les ajustements de consolidation, compte non tenu des éliminations intersociétés, sont présentées ci-après.

Le tableau qui suit est un résumé du compte de résultat pour les exercices clos les 31 mars 2021 et 2020 :

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Produits des activités ordinaires	244 964	62 332
Charges	188 090	62 084
Résultat avant impôt sur le résultat	56 874	248
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat	17 104	(135)
Résultat net	39 770	383
Attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	33 754	319
Participations ne donnant pas le contrôle	6 016	64
Total du résultat global	42 157	8 070
Attribuable aux :		
Actionnaires de GCGI	35 783	6 859
Participations ne donnant pas le contrôle	6 374	1 211
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	—	1 510

Le tableau qui suit est un résumé de l'état de la situation financière aux 31 mars 2021 et 2020 :

	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Actifs courants	178 147	59 399
Actifs non courants	27 006	29 223
Passifs courants	113 879	36 730
Passifs non courants	7 493	9 628

Le tableau qui suit est un résumé de l'information sur les flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mars 2021 et 2020 :

	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	83 324	28 508
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(3 546)	(11 433)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(426)	(2 714)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	2 739	(3 118)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	82 091	11 243

NOTE 9

Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer

CRÉANCES CLIENTS

	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Courtiers en valeurs mobilières	2 434 162	2 036 876
Clients	848 549	696 644
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	494 476	388 376
Divers	196 255	153 945
	3 973 442	3 275 841

DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Courtiers en valeurs mobilières	1 845 236	1 618 004
Clients	2 559 721	1 703 574
Divers	755 643	351 873
	5 160 600	3 673 451

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des transactions de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés, ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et d'autres organismes de réglementation, et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants à verser aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 5,45 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2021; respectivement de 5,45 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2020).

Au 31 mars 2021, la provision pour créances douteuses était de 6,8 millions \$ (8,9 millions \$ au 31 mars 2020). Voir ci-dessous pour les fluctuations de la provision pour créances douteuses :

Solde au 31 mars 2019	4 158 \$
Charge pour l'exercice	8 676
Recouvrements	(1 833)
Sorties du bilan	(2 104)
Change	(36)
Solde au 31 mars 2020	8 861 \$
Charge pour l'exercice	6 947
Recouvrements	(8 985)
Change	18
Solde au 31 mars 2021	6 841 \$

NOTE 10**Placements**

	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	5 311	3 818
Placements détenus à la juste valeur par le biais du résultat net	6 882	6 287
	12 193	10 105

La Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 1 334 001 unités de catégorie B de Canaccord Genuity Growth II Corp. (CGGIC) à un prix de 3,00 \$ l'unité pour un montant de 4,0 millions \$. CGGIC est une société d'acquisition à vocation spécifique constituée aux fins de l'acquisition d'une ou de plusieurs sociétés. Chaque unité de catégorie B comprend une action de catégorie B et un bon de souscription.

La Société détient une participation de 23,5 % dans CGGIC et est réputée exercer une influence notable sur les activités de CGGIC. Par conséquent, le placement dans CGGIC est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. Pour l'exercice clos le 31 mars 2021, la quote-part de la Société de la perte nette de CGGIC a été de 0,3 million \$. La transaction admissible a été conclue en avril 2021.

La Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 15 179 parts comportant des droits de vote proportionnels et 141 375 parts de catégorie B du capital de Subversive Real Estate Acquisition REIT LP (Subversive) pour un montant de 1,8 million \$. Au 31 mars 2021, la Société n'exerçait pas une influence notable sur les activités de Subversive et le placement a été comptabilisé comme un actif financier évalué à la JVRN.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 6 468 750 actions ordinaires de Sustainable Climate Opportunities Acquisition Corp. (Sustainable), à une valeur nominale de 0,0001 \$ l'action, pour un montant de 0,01 million \$. En outre, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a acquis 600 000 bons de souscription dans le cadre d'un placement privé à 0,01 \$ le bon de souscription et 1 552 500 actions de catégorie B Founder d'Environmental Impact Acquisition Corp., à une valeur nominale de 0,0001 \$, pour un montant de 0,01 million \$. Au 31 mars 2021, la Société n'exerçait pas une influence notable sur les activités d'Environmental Impact Acquisition Corp., y compris en tenant compte de l'ensemble des bons de souscription, et le placement a été comptabilisé comme un actif financier évalué à la JVRN. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, a également acquis 500 000 parts de catégorie Y de Velocity Sponsor LLC, qui est le promoteur de Velocity Acquisition Corp. La Société détient actuellement une participation de 7,5 % dans Velocity Sponsor LLC de 0,6 million \$ (0,5 million \$ US), et donc elle n'exerce pas une influence notable sur les activités de cette dernière. Par conséquent, le placement était classé comme un actif financier évalué à la JVRN au 31 mars 2021.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 2,4 millions \$ liée à son placement dans Family Office Networks (FON) et Castle Ridge Asset Management Limited (CRAML) en raison d'une baisse de la juste valeur de ces placements. Au 31 mars 2021, la valeur comptable des placements de la Société dans FON et CRAML était de néant (respectivement 1,0 million \$ US (1,4 million \$) et 0,5 million \$ au 31 mars 2020).

En outre, la Société, par l'intermédiaire d'une filiale en propriété exclusive, détenait un placement dans Capital Markets Gateway Inc. (CMG) d'un montant de 3,1 millions \$ US (3,9 millions \$) (3,1 millions \$ US (4,4 millions \$) au 31 mars 2020). La Société n'est pas réputée exercer une influence notable sur les activités de CMG. Par conséquent, les placements dans CMG étaient comptabilisés comme des actifs financiers évalués à la JVRN et inclus dans les placements dans l'état de la situation financière consolidé au 31 mars 2021.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, la Société a en outre investi un montant de 3,0 millions \$ dans les débetures convertibles subordonnées non garanties de Katapult Technology Corp (Katapult). Dans le cadre du financement des débetures, Katapult a également attribué à la Société des bons de souscription visant l'acquisition de 12,0 millions d'actions ordinaires qui peuvent être exercés à tout moment avant l'échéance des débetures. Aux termes de l'IAS 28, la Société est réputée exercer une influence notable sur les activités de Katapult compte tenu des droits de vote potentiels pouvant découler des débetures convertibles et des bons de souscription. Étant donné que la Société n'a pas à l'heure actuelle droit à une quote-part des actifs nets de Katapult, le placement était évalué à la JVRN au 31 mars 2021.

NOTE 11**Matériel et aménagements des locaux loués**

	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Valeur comptable nette \$
31 mars 2021			
Matériel informatique	24 024	21 906	2 118
Mobilier et matériel	29 751	26 810	2 941
Aménagements des locaux loués	90 871	72 860	18 011
	144 646	121 576	23 070
31 mars 2020			
Matériel informatique	24 072	21 730	2 342
Mobilier et matériel	29 672	26 256	3 416
Aménagements des locaux loués	89 897	70 795	19 102
	143 641	118 781	24 860

	Matériel informatique \$	Mobilier et matériel \$	Aménagements des locaux loués \$	Total \$
Coût				
Solde au 31 mars 2019	19 068	26 918	86 492	132 478
Acquis dans le cadre d'acquisitions (note 13)	4 700	2 009	1 141	7 850
Ajouts	986	724	4 643	6 353
Cessions	(1 628)	(19)	—	(1 647)
Change	946	40	(2 379)	(1 393)
Solde au 31 mars 2020	24 072	29 672	89 897	143 641
Ajouts	438	198	4 221	4 857
Cessions	(4)	(2)	(2 540)	(2 546)
Change	(482)	(117)	(707)	(1 306)
Solde au 31 mars 2021	24 024	29 751	90 871	144 646

	Matériel informatique \$	Mobilier et matériel \$	Aménagements des locaux loués \$	Total \$
Amortissement et dépréciation cumulés				
Solde au 31 mars 2019	15 789	21 407	69 490	106 686
Acquis dans le cadre d'acquisitions	4 241	1 865	1 118	7 224
Amortissement	2 314	1 413	3 187	6 914
Cessions	(930)	(19)	—	(949)
Change	316	1 590	(3 000)	(1 094)
Solde au 31 mars 2020	21 730	26 256	70 795	118 781
Amortissement	620	567	4 761	5 948
Cessions	(4)	(1)	(2 540)	(2 545)
Change	(440)	(12)	(156)	(608)
Solde au 31 mars 2021	21 906	26 810	72 860	121 576

La valeur comptable de toute immobilisation corporelle temporairement inutilisée n'était pas considérée comme étant importante aux 31 mars 2021 et 2020.

NOTE 12**Actifs au titre de droits d'utilisation**

Coût	
Solde comptabilisé à l'adoption de l'IFRS 16	112 744
Ajouts	4 927
Acquisition	8 329
Change	3 000
Solde au 31 mars 2020	129 000
Ajouts	9 101
Reclassement	(1 601)
Change	(3 378)
Au 31 mars 2021	133 122
Amortissement	
Solde comptabilisé à l'adoption de l'IFRS 16	—
Charge pour l'exercice	22 866
Solde au 31 mars 2020	22 866
Charge pour l'exercice	25 040
Au 31 mars 2021	47 906
Valeur comptable nette au 31 mars 2020	106 134 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2021	85 216 \$

NOTE 13

Goodwill et autres immobilisations incorporelles

	Goodwill \$	Marques (durée indéterminée) \$	Marques \$	Relations clients \$	Technologie \$	Permis de négociation \$	Gestion de fonds \$	Portefeuille de contrats \$	Contrats de location avantageux \$	Total \$
Montant brut										
Solde au 31 mars 2019	692 868	44 930	578	125 303	35 298	196	38 985	6 252	561	252 103
Ajouts	19 026	—	—	38 762	2 250	404	—	252	—	41 668
Change	8 580	—	36	875	345	(16)	442	380	33	2 095
Divers	(2 425)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 mars 2020	718 049	44 930	614	164 940	37 893	584	39 427	6 884	594	295 866
Ajouts	—	—	—	—	2 260	—	—	—	—	2 260
Change	(15 302)	—	(70)	(1 394)	(521)	41	(646)	(734)	(68)	(3 392)
Divers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 mars 2021	702 747	44 930	544	163 546	39 632	625	38 781	6 150	526	294 734
Amortissement et dépréciation cumulés										
Solde au 31 mars 2019	(322 632)	—	—	(72 587)	(20 688)	(196)	(4 111)	—	—	(97 582)
Amortissement	—	—	(223)	(13 861)	(2 791)	—	(2 130)	(6 452)	(223)	(25 680)
Change	—	—	(15)	(1 562)	(308)	—	(134)	(400)	(15)	(2 434)
Solde au 31 mars 2020	(322 632)	—	(238)	(88 010)	(23 787)	(196)	(6 375)	(6 852)	(238)	(125 696)
Amortissement	—	—	(190)	(11 980)	(3 739)	(427)	(3 650)	—	(222)	(20 208)
Change	—	—	32	814	332	(2)	145	734	38	2 093
Reclassement	—	—	32	2 931	—	—	(2 931)	(32)	—	—
Solde au 31 mars 2021	(322 632)	—	(364)	(96 245)	(27 194)	(625)	(12 811)	(6 150)	(422)	(143 811)
Valeur comptable nette										
31 mars 2020	395 417	44 930	376	76 930	14 106	388	33 052	32	356	170 170
31 mars 2021	380 115	44 930	180	67 301	12 438	—	25 970	—	104	150 923

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity (Genuity), de la participation de 80 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited (Canaccord Genuity Australia), de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de Jitneytrade, de Petsky Prunier, de McCarthy Taylor, de Thomas Miller et de Patersons comprennent les relations clients, les ententes de non-concurrence, les permis de négociation, les contrats de gestion de fonds, la technologie et la marque acquise grâce à l'acquisition de Petsky Prunier, qui ont une durée déterminée et qui sont amortis d'une manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. La marque acquise dans le cadre de l'acquisition de Genuity est considérée comme ayant une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser dans l'avenir.

TEST DE DÉPRÉCIATION DU GOODWILL ET D'AUTRES ACTIFS

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquis par l'entremise des regroupements d'entreprises sont comme suit :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
UGT Marchés des capitaux						
Canaccord Genuity						
Canada	44 930	44 930	101 732	101 732	146 662	146 662
États-Unis (Petsky Prunier)	—	—	97 441	110 031	97 441	110 031
UGT Gestion de patrimoine						
Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et Europe (îles de la Manche)	—	—	93 374	94 944	93 374	94 944
Royaume-Uni et Europe (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni)	—	—	84 651	86 073	84 651	86 073
Australie	—	—	2 917	2 637	2 917	2 637
	44 930	44 930	380 115	395 417	425 045	440 347

L'UGT Gestion patrimoine Canaccord Genuity, pour les besoins des tests de dépréciation du goodwill, comprend le goodwill acquis dans le cadre des acquisitions d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor et de Thomas Miller étant donné que la direction considère ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe comme une seule unité d'exploitation.

On considère que la marque Genuity a une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser dans l'avenir.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, ou lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie futurs considérées comme étant appropriées aux fins de ces calculs. Conformément à l'IFRS 13, la juste valeur représente une estimation du prix auquel une transaction normale visant la vente d'un actif ou le transfert d'un passif serait conclue entre des intervenants du marché à la clôture de la période de présentation de l'information financière dans les conditions du marché à cette date (une valeur de sortie à la date d'évaluation). Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société. Ces évaluations sont classées au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme elles sont décrites ci-dessus, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, de l'exonération des redevances liées à l'immobilisation incorporelle à durée indéterminée que sont les marques, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque UGT, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans, un taux de croissance final est appliqué et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Les UGT dont la valeur comptable comprend un goodwill en date du 31 mars 2020 sont Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis (Petsky Prunier), Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche), Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Royaume-Uni) ainsi que Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie). Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de chacune de ces UGT aux fins de ces calculs a été de 12,5 % (12,5 % au 31 mars 2020). Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chacune de ces UGT reposaient sur les hypothèses de la direction, comme décrites ci-dessus, et elles utilisaient un taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés de 5,0 % pendant la période de projection, à l'exception de Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada et de Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis, qui utilisait un taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés de 0,0 % (5,0 % pour Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada et 2,5 % pour Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis au 31 mars 2020) ainsi que des estimations à l'égard des marges d'exploitation. Le taux de croissance final utilisé pour Marchés des capitaux Canaccord Genuity au Canada, Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis (Petsky Prunier), Gestion de patrimoine Canaccord

Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche), Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Royaume-Uni) ainsi que Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Australie) a été de 2,5 % (2,5 % au 31 mars 2020).

NOTE 14 Impôt sur le résultat

Les principales composantes de la charge d'impôt comprennent :

	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Comptes de résultat consolidés		
Charge d'impôt exigible		
Charge d'impôt exigible	133 283	27 097
Ajustements au titre de l'impôt exigible des exercices antérieurs	(31)	2 247
	133 252	29 344
Recouvrement d'impôt différé		
Naissance et résorption de différences temporaires	(30 284)	(16 139)
Incidence des variations des taux d'impôt	12	264
Avantage découlant d'une perte fiscale non comptabilisée précédemment	(2 880)	—
	(33 152)	(15 875)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée aux comptes de résultat	100 100	13 469

La charge d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné du fait des éléments suivants :

	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Résultat net avant impôt sur le résultat	369 902 \$	100 023 \$
Charge d'impôt sur le résultat au taux prévu par la loi de 27,0 % (27,0 % en 2020)	99 874	26 996
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(1 810)	(3 895)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	5 266	3 651
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	2 193	797
Comptabilisation des reports de pertes en avant et des autres différences temporaires déductibles antérieurement non comptabilisés	—	(11 640)
Utilisation des pertes fiscales et autres différences temporaires non comptabilisées	(2 615)	(3 182)
Paiements fondés sur des actions	(4 456)	2 470
Divers	1 648	(1 728)
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisée aux comptes de résultat	100 100 \$	13 469 \$

Les actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés par la Société et les variations survenues au cours de l'exercice sont présentés ci-après :

	États de la situation financière consolidés		Comptes de résultat consolidés	
	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Profit latent sur les titres détenus	(18 024) \$	(783) \$	17 240 \$	(6 333) \$
Provisions pour litiges	1 771	1 248	(522)	(331)
Rémunération non versée	24 634	7 671	(17 004)	(3 296)
Fraction non amortie du coût en capital du matériel et des aménagements des locaux loués en excédent de leur valeur comptable nette	3 637	5 771	2 134	(2 337)
Fraction non amortie des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires	29 179	8 049	(21 131)	(5 100)
Reports de pertes en avant	10 445	12 473	2 028	(5 287)
RILT	41 837	21 927	(19 910)	4 081
Autres immobilisations incorporelles	(29 243)	(29 538)	400	3 485
Divers	3 441	2 766	3 613	(757)
	67 677 \$	29 584 \$	(33 152) \$	(15 875) \$

Les actifs et passifs d'impôt différé figurant aux états de la situation financière consolidés sont comme suit :

	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Actifs d'impôt différé	81 229 \$	39 487 \$
Passifs d'impôt différé	(13 552)	(9 903)
	67 677 \$	29 584 \$

Pour l'exercice, la variation de la position nette d'impôt différé se présentait comme suit :

	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Solde d'ouverture	29 584 \$	14 139 \$
Recouvrement d'impôt comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés	33 152	15 875
Impôt différé acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises	—	(662)
Avantages fiscaux comptabilisés dans les capitaux propres	6 866	(233)
Change	(1 925)	465
Solde de clôture aux 31 mars	67 677 \$	29 584 \$

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif d'impôt exigible et un passif d'impôt exigible et si l'actif et le passif d'impôt différé concernent l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale auprès de la même entité imposable.

Des pertes fiscales reportées en avant de 4,8 millions \$ (5,0 millions \$ en 2020) au Royaume-Uni et en Europe, de 7,3 millions \$ (9,1 millions \$ en 2020) aux États-Unis et de 0,3 million \$ (8,7 millions \$ en 2020) en Australie ont été comptabilisées à titre d'actifs d'impôt différé. Ces pertes peuvent être reportées en avant indéfiniment. Des pertes fiscales reportées en avant de 29,4 millions \$ (26,1 millions \$ en 2020) pour le Canada ont été comptabilisées à titre d'actif d'impôt différé et peuvent être reportées en avant sur une période de 20 ans.

À la date de clôture, la Société avait reporté en avant des pertes fiscales d'environ 22,8 millions \$ (35,5 millions \$ en 2020) et avait d'autres différences temporaires de néant (néant en 2020) pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces pertes et différences sont liées à des filiales à l'extérieur du Canada qui ont subi des pertes par le passé, et qui peuvent également être assujetties à des restrictions législatives quant à leur utilisation et ne pas pouvoir être utilisées pour compenser le revenu imposable d'autres sociétés du groupe consolidé. Les filiales ne disposent pas de différences temporaires imposables ni de possibilités de planification fiscale qui pourraient, en partie, justifier la comptabilisation de ces actifs d'impôt différé puisqu'il n'est pas suffisamment probable qu'un avantage économique futur sera réalisé. Ces pertes arrivent à échéance en 2029.

NOTE 15 Dette subordonnée

	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel annuel majoré de 4 %, remboursable à vue	7 500	7 500

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM). Aux 31 mars 2021 et 2020, les taux d'intérêt de la dette subordonnée étaient de respectivement 6,45 % et 6,45 %. La valeur comptable de la dette subordonnée s'approche de sa juste valeur en raison de la nature à court terme du passif.

NOTE 16 Emprunt bancaire

	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Emprunt	79 051 \$	87 421 \$
Moins : frais de financement non amortis	(732)	(1 187)
	78 319	86 234
Tranche à court terme	12 119	7 042
Tranche à long terme	66 200	79 192

Une filiale de la Société a obtenu une facilité de crédit de premier rang pour financer une partie de la contrepartie au comptant pour les acquisitions de Hargreave Hale et de Thomas Miller. L'emprunt est remboursable par versements de capital et d'intérêts sur une période de quatre ans et vient à échéance en septembre 2023. L'emprunt était assorti d'un taux d'intérêt annuel de 2,1288 % au 31 mars 2021 (taux annuel de 2,6584 % au 31 mars 2020).

NOTE 17 Obligations locatives

	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Premier exercice	29 642	29 899
Deuxième exercice	24 587	27 215
Troisième exercice	21 550	22 627
Quatrième exercice	16 456	20 107
Cinquième exercice et les suivants	19 751	35 046
	111 986	134 894
Incidence de l'actualisation	(17 084)	(22 555)
Valeur actualisée des paiements de loyers minimums	94 902	112 339
Moins la tranche à court terme	(24 311)	(23 417)
Tranche à long terme des obligations locatives	70 591	88 922

NOTE 18 Débentures convertibles

	31 mars 2021		31 mars 2020	
	Passif	Capitaux propres	Passif	Capitaux propres
Débentures convertibles	168 112 \$	—	128 322 \$	5 156 \$

Le 18 mars 2021, la Société a annoncé son intention de racheter le montant en capital complet de 132 690 000 \$ de ses débentures convertibles subordonnées de premier rang non garanties portant intérêt à 6,25 % échéant le 31 décembre 2023 (les « débentures »). Le prix de rachat des débentures correspond à 1 266,95 \$ pour chaque tranche de 1 000 \$ du montant en capital des débentures, à savoir un total de i) 1 250 \$ par tranche de 1 000 \$ du montant en capital des débentures, et ii) 16,95 \$ d'intérêt couru et non payé par tranche de 1 000 \$ du montant en capital jusqu'au 9 avril 2021 exclusivement. Le prix de rachat total de 168,1 millions \$ a été comptabilisé à titre de montant à payer au 31 mars 2021. Le rachat a été conclu le 9 avril 2021 (note 28).

Les débetures étaient réputées éteintes aux fins comptables selon l'IFRS 9, *Instruments financiers*, au 31 mars 2021. Par conséquent, la Société a comptabilisé une perte de 36,2 millions \$ au titre de l'extinction des débetures au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, dont un montant de 4,1 millions \$ a été comptabilisé dans les comptes de résultat consolidés et un montant de 32,1 millions \$, directement en réduction des capitaux propres. Il y avait également un montant de 0,3 million \$ engagé au titre d'honoraires professionnels liés à l'extinction des débetures au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021.

NOTE 19 Actions privilégiées

	31 mars 2021		31 mars 2020	
	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A, émises et en circulation	110 818	4 540 000	110 818	4 540 000
Actions privilégiées de série C, émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C autodétenues	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641	8 433 206	205 641	8 433 206

i] ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

La Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans close le 30 septembre 2016. Depuis le 1^{er} octobre 2016, les dividendes cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, sont payés à un taux annuel de 3,885 % pour la période prenant fin le 30 septembre 2021, inclusivement. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série B), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 15 septembre 2016, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise. Les actions privilégiées de série B donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalent au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série A, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 septembre tous les cinq ans par la suite.

ii] ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

La Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série C) à un prix d'achat de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en a déclaré, ont été payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans ayant pris fin le 30 juin 2017. À compter du 1^{er} juillet 2017, jusqu'au 30 juin 2022, les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 4,993 %. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, les porteurs d'actions privilégiées de série C avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série D), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Au 30 juin 2017, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série D n'a été émise. Les actions privilégiées de série D donnent à leurs porteurs le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

Le 30 juin 2017, la Société avait l'option de racheter les actions privilégiées de série C, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés, et elle pourra exercer cette option le 30 juin tous les cinq ans par la suite.

NOTE 20

Actions ordinaires

	31 mars 2021		31 mars 2020	
	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions
Émises et entièrement libérées	749 500 \$	108 191 331	745 275 \$	107 812 361
Actions visées par l'engagement de rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(8 181)	(689 500)	—	—
Détenues dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	(1 401)	(122 355)	(1 226)	(284 645)
Détenues dans le cadre du RILT	(77 552)	(11 588 393)	(80 496)	(14 063 465)
	662 366 \$	95 791 083	663 553 \$	93 464 251

ij) AUTORISÉES

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

ii) ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 mars 2019	115 616 744	787 096
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions (note 22)	54 236	489
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier	736 850	7 094
Actions émises en lien avec l'exercice de bons de souscription émis dans le cadre du placement privé	144 914	732
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat importante	(7 272 727)	(40 000)
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(1 467 656)	(10 136)
Solde au 31 mars 2020	107 812 361	745 275 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions (note 22)	1 121	10
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie différée de Petsky Prunier	736 850	6 545
Actions émises en lien avec le règlement de la contrepartie éventuelle de Jitneytrade	300 000	2 000
Actions émises en lien avec l'exercice des options sur actions liées au rendement	182 999	1 232
Actions émises en lien avec la conversion des débetures convertibles	3 500	23
Actions rachetées et annulées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(845 500)	(5 585)
Solde au 31 mars 2021	108 191 331	749 500

Le 18 août 2020, la Société a déposé un avis de renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 21 août 2020 au 21 août 2021, jusqu'à concurrence de 5 390 674 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, 845 500 actions ont été rachetées et annulées, et 70 000 actions supplémentaires ont été rachetées, mais n'avaient pas encore été annulées, au 31 mars 2021.

iii] RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Résultat par action ordinaire		
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	263 786 \$	86 490 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(9 404)	(9 404)
Partie de la perte à l'extinction de débetures convertibles comptabilisée dans les capitaux propres	(32 100)	—
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	222 282	77 086
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	96 658 863	98 449 097
Résultat de base par action	2,30 \$	0,78 \$
Résultat par action ordinaire après dilution		
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	222 282	77 086
Intérêt sur les débetures convertibles, net d'impôt	—	6 856
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté	222 282	83 942
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	96 658 863	98 449 097
Effet dilutif lié au RILT (nombre)	11 212 531	12 296 639
Effet dilutif lié aux options sur actions liées au rendement (nombre)	1 106 578	—
Effet dilutif lié aux autres régimes de paiements fondés sur des actions (nombre)	—	2 810 808
Effet dilutif lié aux débetures convertibles (nombre)	—	13 272 500
Effet dilutif lié à l'acquisition de Petsky Prunier (nombre)	—	1 473 700
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	108 977 972	128 302 744
Résultat par action ordinaire après dilution	2,04 \$	0,65 \$

NOTE 21

Dividendes

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES

La Société a déclaré les dividendes sur actions ordinaires suivants au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action ordinaire	Montant total de dividendes sur actions ordinaires
19 juin 2020	30 juin 2020	0,05 \$	5 390 \$
28 août 2020	10 septembre 2020	0,055 \$	5 930 \$
27 novembre 2020	10 décembre 2020	0,055 \$	5 918 \$
26 février 2021	10 mars 2021	0,065 \$	7 072 \$

Le 1^{er} juin 2021, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,075 \$ par action ordinaire, payable le 30 juin 2021 aux actionnaires inscrits le 18 juin 2021 (note 28).

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividendes sur actions privilégiées
19 juin 2020	30 juin 2020	0,24281 \$	0,31206 \$	2 351 \$
18 septembre 2020	30 septembre 2020	0,24281 \$	0,31206 \$	2 351 \$
18 décembre 2020	31 décembre 2020	0,24281 \$	0,31206 \$	2 351 \$
19 mars 2021	31 mars 2021	0,24281 \$	0,31206 \$	2 351 \$

Le 1^{er} juin 2021, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 juin 2021 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 18 juin 2021 (note 28).

Le 1^{er} juin 2021, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 juin 2021 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 18 juin 2021 (note 28).

ij] RÉGIME D'INVESTISSEMENT À LONG TERME

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT ou le régime), des unités d'actions temporairement incessibles (UATI), dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Toutes les attributions octroyées en vertu du RILT sont réglées au moyen d'un transfert d'actions de fiducies pour les avantages du personnel (fiducies) qui sont financées par la Société, ou certaines de ses filiales, selon le cas, avec de la trésorerie que les fiduciaires utilisent pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Aucune autre action ne peut être émise sur le capital autorisé aux termes du RILT.

Pour ce qui est des UATI attribuées dans le cadre du cycle normal des versements relatifs à la rémunération au rendement, les droits continueront d'être acquis après la cessation d'emploi, à condition que l'employé respecte certaines restrictions postérieures à l'emploi et ne se livre pas à certaines activités ayant trait à la concurrence ou à la sollicitation, tel qu'il est décrit dans le régime. Ces UATI sont passées en charges au cours de la période pendant laquelle les attributions sont réputées être gagnées, soit généralement l'exercice au cours duquel les attributions ont été octroyées ou l'exercice précédent dans le cas des attributions qui ont été octroyées après la fin de cet exercice, mais qui ont été déterminées et acquises relativement à cet exercice, et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Pour certaines attributions, en général les attributions à l'embauche ou de maintien en poste, l'acquisition des droits est conditionnée par un emploi continu, et ces attributions sont par conséquent assujetties à une exigence de service continu. Par conséquent, la Société comptabilise graduellement les coûts de ces attributions à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable et une augmentation correspondante est reflétée dans le surplus d'apport.

Il y a eu 5 872 783 UATI (6 262 102 UATI pour l'exercice clos le 31 mars 2020) attribuées en remplacement de la rémunération en espèces versée aux employés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021. Les fiducies ont acquis 4 694 369 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 (7 052 033 actions ordinaires au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020).

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur la juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 s'est établie à 5,92 \$ (5,42 \$ au 31 mars 2020).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2019	18 364 934
UATI attribuées	6 262 102
UATI dont les droits sont acquis	(11 474 622)
UATI auxquelles il a été renoncé	(47 439)
Attributions en cours au 31 mars 2020	13 104 975
UATI attribuées	5 872 783
UATI dont les droits sont acquis	(7 156 597)
UATI auxquelles il a été renoncé	(157 352)
Attributions en cours au 31 mars 2021	11 663 809
	Nombre
Actions ordinaires détenues par les fiducies au 31 mars 2019	18 036 064
Actions acquises	7 502 033
Actions libérées à l'acquisition des droits	(11 474 632)
Actions ordinaires détenues par les fiducies au 31 mars 2020	14 063 465
Actions acquises	4 694 369
Actions libérées à l'acquisition des droits	(7 169 441)
Actions ordinaires détenues par les fiducies au 31 mars 2021	11 588 393

ii] PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre des prêts à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) visant à financer partiellement l'achat d'actions de la Société et à accroître l'actionnariat des employés. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction.

iii] RÉGIMES DE REMPLACEMENT

Par suite de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), les régimes de paiements fondés sur des actions suivants ont été mis sur pied en remplacement des régimes de paiements fondés sur des actions de CSHP existant à la date d'acquisition :

Régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de Collins Stewart Hawkpoint de remplacement mis en place par Groupe Canaccord Genuity Inc.

Le 21 mars 2012, la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui remplaçait les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existant à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient aux régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP se sont vu attribuer des options sur actions ordinaires de la Société en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. Le prix d'exercice de ces options était de néant. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées, qui sont maintenant acquis, l'ont été sur une période allant de un an à trois ans à partir de la date d'acquisition de CSHP. Selon l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises* (IFRS 3), une partie des droits attribués était incluse dans le prix d'acquisition de CSHP et une autre partie a été différée et amortie dans la charge de rémunération au rendement sur la période d'acquisition des droits. Les attributions étaient entièrement amorties en date du 31 mars 2015.

	Nombre
Solde au 31 mars 2019	15 256
Exercées	(4 339)
Solde au 31 mars 2020	10 917
Exercées	(1 121)
Venues à échéance	(9 796)
Solde au 31 mars 2021	—

Régime d'intéressement à long terme de remplacement de Collins Stewart Hawkpoint mis en place par Groupe Canaccord Genuity Inc.

Le 21 mars 2012, la Société a mis sur pied le RILT de remplacement, qui remplaçait les RILT de CSHP existant à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient aux RILT de CSHP se sont vu attribuer des options sur actions de la Société en vertu du RILT de remplacement. Le prix d'exercice de ces options était de néant. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées, qui sont maintenant acquis, l'ont été graduellement chaque année sur une période de trois ans. Selon l'IFRS 3, une partie des droits attribués est incluse dans le prix d'acquisition de CSHP et une autre partie a été différée et amortie dans la charge de rémunération au rendement sur la période d'acquisition des droits. Les attributions étaient entièrement amorties en date du 31 mars 2015.

	Nombre
Solde au 31 mars 2019	87 976
Exercées	(49 897)
Venues à échéance	(38 079)
Solde au 31 mars 2020	—
Exercées	—
Venues à échéance	—
Solde au 31 mars 2021	—

iv] UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Depuis le 7 août 2020, la moitié des honoraires annuels des administrateurs indépendants a été versée sous forme d'UAD. Les administrateurs peuvent décider tous les ans de recevoir une plus grande partie de leur rémunération sous forme d'UAD. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD détenues étant multiplié par le cours moyen pondéré des actions ordinaires de la Société pour les dix jours de Bourse précédant immédiatement une date d'évaluation choisie à l'avance par l'administrateur sortant qui peut tomber à tout moment entre la date de départ de l'administrateur et le 1^{er} décembre de l'année civile suivante.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, la Société a attribué 91 603 UAD (125 134 UAD en 2020). La valeur comptable du passif lié aux UAD au 31 mars 2021 était de 6,4 millions \$ (2,3 millions \$ au 31 mars 2020).

v] UNITÉS D' ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (UALR) pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis correspond à un multiple du nombre d'UARL initialement attribuées qui se situe dans une fourchette de 0x à 2x selon l'atteinte de certaines cibles prédéterminées pour chaque attribution annuelle. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Le nombre d'UARL dont les droits sont acquis est également ajusté en fonction des dividendes versés au cours de la période d'acquisition des droits. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR sont évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées à titre de charge de rémunération au compte de résultat. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, le régime d'UALR a été modifié pour y ajouter certaines conditions

d'acquisition des droits liées à l'emploi entraînant une variation de la charge d'amortissement périodique comptabilisée au cours de la période d'acquisition des droits.

La valeur comptable du passif comptabilisé dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait aux UALR était de 85,9 millions \$ au 31 mars 2021 (22,7 millions \$ au 31 mars 2020).

vi] OPTIONS SUR ACTIONS LIÉES AU RENDEMENT

La Société a adopté un régime d'options sur actions liées au rendement pour certains membres de la haute direction. Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le gain à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice). Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, les conditions d'acquisition liées au rendement de l'action ont été respectées pour un total de 6 237 001 options en cours. Les conditions d'acquisition liées au rendement de l'action et celles liées au passage du temps ont été respectées pour un total de 1 923 667 options en cours; par conséquent, les droits sont maintenant entièrement acquis et les options demeurent en cours.

Voici un sommaire des options sur actions liées au rendement de la Société au 31 mars 2021 :

	Nombre d'options sur actions liées au rendement	Prix d'exercice moyen pondéré (\$)
Solde au 31 mars 2020	6 320 000	6,76 \$
Attribuées	100 000	8,3055 \$
Exercées	(182 999)	6,73 \$
Solde au 31 mars 2021	6 237 001	6,78 \$

Comme défini par l'IFRS 2, *Paiements fondés sur des actions*, l'incidence des conditions de marché, telles qu'un objectif de prix de l'action auquel serait soumise l'acquisition des droits, doit être prise en compte pour estimer la juste valeur des options sur actions liées au rendement. Le modèle de simulation de Monte-Carlo est utilisé pour simuler une fourchette de cours futurs de l'action possible de la Société pour la période allant de la date d'attribution à la date d'échéance des options sur actions liées au rendement. L'objectif de ce modèle est d'employer une approche probabiliste pour estimer la juste valeur des options sur actions liées au rendement selon l'IFRS 2. Les hypothèses suivantes ont été utilisées avec le modèle de simulation Monte-Carlo pour les attributions faites au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021 :

Rendement de l'action	2,16 %
Volatilité prévue	40,92 %
Taux d'intérêt sans risque	2,24 %
Durée de vie prévue	4 ans

La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions liées au rendement attribuées est de 1,93 \$ par option.

Les modèles d'évaluation des options exigent le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions liées au rendement de la Société.

vii] AUTRE RÉGIME DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a octroyé une attribution fondée sur des actions à un membre de la haute direction. Les droits devaient initialement être acquis le 31 mars 2021. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, l'attribution a été modifiée pour correspondre à une attribution réglée en espèces dont la valeur de règlement a été déterminée en fonction de la période d'évaluation close le 31 décembre 2020. La valeur comptable du passif comptabilisé dans les dettes fournisseurs et charges à payer ayant trait à cet autre régime de paiement fondé sur des actions était de 19,3 millions \$ au 31 mars 2021.

viii) CHARGE AU TITRE DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
RILT	72 654 \$	41 438 \$
Unités d'actions différées (régées en trésorerie)	3 327	(650)
Options sur actions liées au rendement	2 766	3 896
UALR (régées en trésorerie)	64 287	(4 576)
Autres régimes de paiements fondés sur des actions	3 374	2 712
Total de la charge au titre de paiements fondés sur des actions	146 408 \$	42 820 \$

NOTE 23

Transactions avec des parties liées

i) FILIALES CONSOLIDÉES

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société et des principales filiales d'exploitation et sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société qui figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2021	31 mars 2020
Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc.	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. III	Canada	100 %	100 %
CG Investments Inc. IV	Canada	100 %	s. o.
CG Investments Inc. V	Canada	100 %	s. o.
CG Investments, Inc. VI	Canada	100 %	s. o.
Jitneytrade Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Inc.	Canada	100 %	100 %
Finlogik Tunisie SARL	Tunisie	75 %	75 %
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited	Guernesey	100 %	100 %
Hargreave Hale Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
CG McCarthy Taylor Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
CG Wealth Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Petsky Prunier LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams BC ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Finance Corp.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Finance Company ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Finance Company LLC	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd.*	Australie	80 %	80 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited*	Australie	80 %	80 %
Canaccord Genuity Financial Limited*	Australie	80 %	80 %
Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited	Chine	100 %	100 %
加通亚洲(北京)投资顾问有限公司			
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity SG Pte. Ltd. (en cours de liquidation)	Singapour	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited	Jersey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Hawkpoint Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Management Company Limited	Irlande	100 %	100 %

* La Société détient 80 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd., de Canaccord Genuity (Australia) Limited et de Canaccord Genuity Financial Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société était considérée comme détenant une participation de 85 % au 31 mars 2021, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. (85 % au 31 mars 2020) (note 8).

ii] RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DE LA SOCIÉTÉ

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2021 et 2020 :

	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Avantages du personnel à court terme	10 663	12 877
Paiements fondés sur des actions	654	1 068
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	11 317	13 945

iii] AUTRES TRANSACTIONS AVEC LES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Créances clients	4 686	2 328
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 562	980

iv] MODALITÉS DES TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles appliquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

NOTE 24 Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de consultation, de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et en Europe (y compris à Dubaï), en Australie et aux États-Unis. À compter de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2019, les Autres établissements à l'étranger, comprenant nos activités à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupés avec nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis, de l'Australie et du Royaume-Uni et d'Europe.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Marché des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Marché des capitaux Canaccord Genuity au Canada, puisqu'il se rapporte aux acquisitions de Genuity et de Jitneytrade. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) est attribué aux secteurs Marché des capitaux Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre des acquisitions d'Eden Financial Ltd., de Hargreave Hale, de McCarthy Taylor et de Thomas Miller est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Gestion de patrimoine au Royaume-Uni). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Petsky Prunier est attribué au secteur Marchés des capitaux Canaccord Genuity aux États-Unis. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Patersons est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Australie. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. L'impôt sur le résultat est géré au niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs. Tous les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation sont tirés de clients externes. En outre, la Société ne répartit pas les flux de trésorerie par secteur à présenter.

Pour les exercices clos les

	31 mars 2021				31 mars 2020			
	Marché des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$	Marché des capitaux Canaccord Genuity \$	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity \$	Non sectoriel et autres \$	Total \$
Commissions et honoraires	212 431	522 638	170	735 239	152 482	434 402	—	586 884
Financement de sociétés	644 089	117 462	—	761 551	194 013	42 949	—	236 962
Honoraires de consultation	193 464	3 572	56	197 092	205 614	893	—	206 507
Négociation à titre de contrepartiste	245 662	1 139	—	246 801	108 788	46	—	108 834
Intérêts	6 605	13 808	5 875	26 288	24 584	28 857	10 249	63 690
Divers	9 977	5 000	25 740	40 717	3 988	4 288	12 714	20 990
Charges à l'exception des éléments ci-dessous	933 076	478 995	107 711	1 519 782	579 505	386 940	54 204	1 020 649
Amortissement	6 796	18 890	470	26 156	12 975	19 154	465	32 594
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	14 536	7 626	2 878	25 040	13 228	6 304	3 334	22 866
Frais de développement	5 855	17 465	3 926	27 246	495	11 364	194	12 053
Charges d'intérêts	11 739	5 222	11 403	28 364	15 654	6 765	11 259	33 678
Frais de restructuration	—	—	—	—	—	1 921	—	1 921
Frais connexes aux acquisitions	4 644	1 278	—	5 922	1 806	(1 930)	—	(124)
Perte sur extinction de débetures convertibles	—	—	4 354	4 354	—	—	—	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	—	—	922	922	—	—	207	207
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	335 582	134 143	(99 823)	369 902	65 806	80 917	(46 700)	100 023
Imputations intersectorielles	18 263	17 288	(35 551)	—	17 005	12 743	(29 748)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	317 319	116 855	(64 272)	369 902	48 801	68 174	(16 952)	100 023

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, et en Europe (y compris Dubaï), en Australie et dans les Autres établissements à l'étranger, qui comprennent nos activités en Asie. À compter de l'exercice commençant le 1^{er} avril 2019, notre région Autres établissements à l'étranger a été affectée à nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées. Le tableau suivant présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique (les produits sont attribués aux secteurs géographiques en fonction de l'emplacement de l'entreprise sous-jacente présentant ses résultats d'exploitation) :

	Pour les exercices clos les	
	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Canada	789 814	434 054
Royaume-Uni et Europe	372 864	374 056
États-Unis	600 046	353 490
Australie	244 964	62 267
	2 007 688	1 223 867

Le tableau suivant présente les principales informations ayant trait à la situation financière de chaque secteur géographique :

	Canada \$	Royaume-Uni et Europe \$	États-Unis \$	Australie \$	Total \$
Matériel et aménagements des locaux loués	6 197 \$	6 873 \$	6 165 \$	3 835 \$	23 070 \$
Goodwill	101 729	178 026	97 443	2 917	380 115
Immobilisations incorporelles	48 184	96 357	376	6 006	150 923
Actifs non courants	156 110 \$	281 256 \$	103 984 \$	12 758 \$	554 108 \$
Au 31 mars 2020					
Matériel et aménagements des locaux loués	7 064 \$	8 626 \$	6 009 \$	3 161 \$	24 860 \$
Goodwill	101 729	181 021	110 030	2 637	395 417
Immobilisations incorporelles	49 775	113 014	867	6 514	170 170
Actifs non courants	158 568 \$	302 661 \$	116 906 \$	12 312 \$	590 447 \$

NOTE 25**Gestion du capital**

La Société a besoin de capitaux à des fins opérationnelles et aux fins de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les bons de souscription, le déficit, le cumul des autres éléments du résultat global, ainsi que sur la dette subordonnée, les emprunts bancaires et les débetures convertibles. Le tableau ci-après présente le sommaire de notre capital aux 31 mars 2021 et 2020 :

Type de capital	31 mars 2021 \$	31 mars 2020 \$
Actions privilégiées	205 641 \$	205 641 \$
Actions ordinaires	662 366	663 553
Composante capitaux propres des débetures convertibles	—	5 156
Contrepartie différée	—	6 545
Surplus d'apport	62 402	101 501
Résultats non distribués (déficit)	73 220	(193 131)
Cumul des autres éléments du résultat global	103 465	139 353
Capitaux propres	1 107 094	928 618
Débetures convertibles	168 112	128 322
Dette subordonnée	7 500	7 500
Emprunt bancaire	78 319	86 234
	1 361 025 \$	1 150 674 \$

Le cadre de la gestion du capital de la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui :

- respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société fixés par leurs organismes de réglementation respectifs;
- permet de financer les activités courantes et futures;
- permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance;
- favorise la création de valeur pour les actionnaires.

Les filiales suivantes sont assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire des organismes de réglementation de leur territoire respectif :

- La Corporation Canaccord Genuity et Jitneytrade Inc. sont assujetties à la réglementation canadienne, principalement celle de l'organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM).
- Canaccord Genuity Limited, Canaccord Genuity Wealth Limited, Canaccord Genuity Financial Planning Limited, CG McCarthy Taylor Limited, CG Wealth Planning Limited et Hargreave Hale Limited sont régies par la Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni.
- Canaccord Genuity Wealth (International) Limited détient un permis octroyé par la Guernsey Financial Services Commission, la Isle of Man Financial Supervision Commission et la Jersey Financial Services Commission et est réglementée par ces dernières.
- Canaccord Genuity (Australia) Limited et Canaccord Genuity Financial Limited sont réglementées par l'Australian Securities and Investments Commission.
- Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited est réglementée à Hong Kong par la Securities and Futures Commission.
- Canaccord Genuity LLC est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority, Inc. (FINRA).
- Canaccord Genuity Wealth Management (USA), Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la FINRA.

- Canaccord Asset Management Inc. est assujettie au Canada à la réglementation de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.
- Canaccord Genuity (Dubai) Ltd est assujettie aux Émirats arabes unis à la réglementation de la Dubai Financial Services Authority (DFSA).

Les exigences en matière de capital réglementaire peuvent varier quotidiennement en raison des dépôts de garantie obligatoires à l'égard des transactions en cours et des exigences en matière de prise ferme ou de fonds de roulement. En vue de se conformer à ces exigences, la Société pourrait être tenue de maintenir des liquidités et d'autres actifs liquides disponibles à un niveau suffisant pour satisfaire aux exigences en matière de capital réglementaire, et ne pas pouvoir utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou à des fins de décaissement. Certaines des filiales sont également assujetties à la réglementation en matière de retrait du capital, y compris le versement de dividendes à la Société. Au cours de l'exercice considéré, il n'y a eu aucun changement notable apporté à la politique de gestion du capital de la Société. Au 31 mars 2021 et pour l'exercice clos à cette date, les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences minimales en matière de capital réglementaire.

NOTE 26 Fonds des clients

Au 31 mars 2021, les fonds des clients, qui sont détenus dans des comptes distincts par les activités au Royaume-Uni et en Europe, s'élevaient à 2,770 milliards \$ (1,600 milliard £) (3,451 milliards \$ (1,960 milliard £) au 31 mars 2020). Ce montant comprenait des soldes de 7,278 millions \$ (4,204 millions £) (11,1 millions \$ (6,3 millions £) au 31 mars 2020) détenus au nom de clients aux fins du règlement de transactions en cours et des dépôts distincts de 2,756 millions \$ (1,592 million £) (3,440 millions \$ (1,954 million £) au 31 mars 2020) détenus au nom de clients qui ne figurent pas dans les états de la situation financière consolidés. Les variations des soldes de règlement sont prises en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

NOTE 27 Provisions et éventualités

PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Voici un sommaire des changements survenus au cours des exercices clos les 31 mars 2021 et 2020 :

	Provisions pour litiges \$	Provisions pour restructuration \$	Total des provisions \$
Solde au 31 mars 2019	5 671	12 541	18 212
Ajouts	2 899	1 921	4 820
Utilisées	(4 025)	(12 272)	(16 297)
Solde au 31 mars 2020	4 545 \$	2 190 \$	6 735 \$
Ajouts	6 711	—	6 711
Utilisées	(2 705)	(384)	(3 089)
Solde au 31 mars 2021	8 551 \$	1 806 \$	10 357 \$

Engagements, procédures de litige et passif éventuel

Dans le cours normal des activités, la Société est partie à des litiges et, au 31 mars 2021, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a établi des provisions pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des activités, lesquelles, en date du 31 mars 2021, n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

La Société est visée par certains litiges et certaines réclamations invoquées ou non en ce qui a trait à certaines filiales de GCGI, à CGGI directement, ou à GCGI ainsi que certaines de ses filiales.

Des procédures ont été intentées contre la Société en ce qui a trait aux recommandations d'une entité absorbée visant la vente au Royaume-Uni de certains produits de gestion de patrimoine conventionnels fiscalement avantageux relatifs à un partenariat cinématographique, dont les conséquences pourraient être importantes si ces recours sont accueillis, si d'autres demandes s'ajoutent ou si les hypothèses utilisées par la Société pour déterminer que l'issue du litige n'est ni probable ni estimable changent plus tard.

La Société conteste vigoureusement ces procédures ou entend le faire si d'autres demandes sont ajoutées. Bien que la Société estime que ces recours sont, et seront, non fondés, la Société peut être tenue de comptabiliser une provision en cas d'issue négative, ce qui aurait

un effet défavorable important sur sa situation financière. Le montant total de l'investissement des clients de la Société qui ont des accords moratoires à l'égard de ces produits, et pour lesquels l'information est disponible, devrait s'élever à environ 10,0 millions \$ (6,0 millions £). Le montant total du report d'impôt initial réalisé par les clients de la Société qui ont des accords moratoires à l'égard de ces produits, lorsqu'ils ont été achetés entre 2006 et 2009, est estimé à moins de 15,6 millions \$ (9,0 millions £).

Les mesures d'application prises par le HMRC (l'administration fiscale du Royaume-Uni), l'issue du litige en ce qui concerne l'imposition de produits similaires vendus par d'autres conseillers financiers et les règlements conclus avec le HMRC par certains investisseurs pourraient donner lieu à un montant d'impôt à payer pour les acheteurs de ces produits supérieur au montant du report d'impôt initial. En date des présents états financiers consolidés annuels audités, des poursuites civiles ont été engagées contre la Société par des clients actuels et d'anciens clients. La Société a contesté ou refusé toutes les demandes (ou potentielles demandes) dont elle a été informée. L'éventuel montant d'impôt à payer des clients qui sont partie aux poursuites civiles et aux correspondances préalables à l'action, lequel s'ajoute au montant du report d'impôt initial, est estimé à moins de 18,7 millions \$ (10,8 millions £), en plus des autres coûts possibles (comme l'intérêt). Pour ce qui est des clients qui ne sont pas partie aux poursuites civiles ou aux correspondances préalables à l'action qui pourraient réclamer un montant d'impôt à payer à la Société, cet éventuel montant d'impôt à payer qui s'ajoute au montant du report d'impôt initial est, quant à lui, estimé à environ 5,2 millions \$ (3,0 millions £).

Les poursuites sont en cours et un procès est prévu en 2023 pour examiner certaines questions importantes en sélectionnant un nombre limité de causes types. La suite des recours dans leur ensemble dépendra de l'issue de cette audience.

À la date des présents états financiers consolidés annuels audités, il est impossible de déterminer l'issue probable des mesures d'application prises par le HMRC à l'égard du litige susmentionné ainsi que la probabilité que la Société subisse une perte, ni le montant d'une telle perte, relativement à ces poursuites déposées contre elle ou qui pourraient être déposées contre elle.

Une poursuite a été intentée en Alberta par un ancien client et d'autres personnes qui demandent le remboursement des pertes dans certains comptes, des frais d'administration, des intérêts et des coûts. Les faits reprochés comprennent un manquement au contrat et la négligence dans l'administration des comptes. Les dommages-intérêts réclamés dans le cadre de la poursuite s'élèvent à plus de 14 millions \$. Bien que la Société ait réfuté les allégations et entende se défendre vigoureusement, l'issue probable de cette poursuite et une estimation fiable du montant des dommages-intérêts dans l'éventualité d'une issue défavorable ne peuvent être déterminées à la date des présents états financiers consolidés audités.

La Société fournit des services de consultation financière et en matière de prise ferme, ainsi que d'autres services à des émetteurs de secteurs nouveaux et émergents, dont le secteur américain du cannabis, et négocie leurs titres. Les activités de ces secteurs, y compris le secteur américain du cannabis, ne disposent généralement pas d'un historique de résultats d'exploitation positifs. Outre les incertitudes économiques associées aux nouveaux secteurs, aux nouvelles activités et aux nouveaux émetteurs, les lois applicables à ces secteurs ou activités, en particulier le secteur américain du cannabis et les activités des émetteurs de ce secteur, et l'incidence de ces lois et de leur mise en œuvre sont indéterminées, contradictoires et incertaines. En ce qui concerne le secteur américain du cannabis, le cannabis demeure une substance réglementée en vertu de la United States Controlled Substances Act et, par conséquent, il y a un risque que certains émetteurs, bien qu'ils se conforment aux lois étatiques applicables, puissent faire l'objet de poursuites en vertu de la loi fédérale. Par conséquent, la Société a adopté des directives et des procédures raisonnablement conçues pour assurer la conformité à la *United States Currency and Foreign Transactions Reporting Act of 1970* (Bank Secrecy Act) et aux indications publiées par le Financial Crimes Enforcement Network du département du Trésor américain, FIN-2014-G001 (indications du FinCEN) portant sur la prestation de services financiers aux entreprises du secteur de la marijuana aux États-Unis (telles qu'elles sont désignées dans les indications du FinCEN).

Bien que la Société prenne des mesures pour identifier les risques associés aux secteurs émergents, y compris le secteur américain du cannabis, et qu'elle offre uniquement des services aux émetteurs une fois qu'elle a déterminé que le risque posé à la Société est négligeable ou qu'il est peu probable que le risque entraîne des conséquences défavorables importantes pour la Société, il y a un risque que la Société fasse l'objet de poursuites intentées par des tiers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les produits des activités ordinaires, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société de même que sur sa réputation, et ce, même si l'issue des telles procédures s'avérait favorable pour la Société. Nonobstant les procédures susmentionnées, la Société est actuellement partie à un recours collectif en valeurs mobilières intenté au Canada et aux États-Unis relativement aux services en matière de prise ferme offerts à certains émetteurs des secteurs du cannabis, de la cigarette électronique et du vapotage. Bien que la Société estime que ces allégations sont sans fondement et qu'elle entende se défendre vigoureusement, l'issue de cette poursuite ne peut être prédite avec certitude et une estimation du montant des pertes dans l'éventualité d'une issue défavorable ne peut être déterminée de manière fiable à la date des présents états financiers. Par conséquent, la Société n'a pas comptabilisé de provision à l'égard de ces allégations. Le risque que d'autres poursuites soient intentées contre la Société n'est pas connu. En date des présents états financiers consolidés annuels audités, la Société n'a pas comptabilisé de provision à cet effet.

Les risques associés aux secteurs émergents, comme ceux du cannabis, des cigarettes électroniques et du vapotage, comprennent également le risque d'insolvabilité des entités émettrices et l'incapacité subséquente pour ces entités de s'acquitter de leurs obligations d'indemnisation envers la Société. Par conséquent, si la Société subit une perte, sa capacité à récupérer les montants liés à des demandes d'indemnisation ne peut être prédite avec certitude.

La Société a conclu des contrats de location pour lesquels l'actif est toujours en construction et, par conséquent, les actifs au titre de droits d'utilisation et les obligations locatives liés à ces contrats de location n'étaient pas comptabilisés au 31 mars 2021, étant donné que le contrat de location n'a pas encore débuté. Les engagements au titre de contrats de location non actualisés de la Société étaient comme suit au :

	31 mars 2021
Moins de 1 an	— \$
De 1 an à 3 ans	5 562
Par la suite	37 306
	42 868 \$

NOTE 28**Événements postérieurs à la date de clôture****RACHAT DE DÉBENTURES CONVERTIBLES**

Le 9 avril 2021, la Société a racheté le montant en capital complet de 132 690 000 \$ de ses débetures en circulation échéant le 31 décembre 2023. Le prix de rachat total, y compris les intérêts courus, était de 168 111 596 \$, qui a été comptabilisé à titre de montant à payer au 31 mars 2021. Pour financer une partie du rachat, et conformément aux modalités de la lettre d'engagement annoncée précédemment conclue avec des fonds de placement et des comptes gérés par HPS Investment Partners, LLC (« HPS »), ou pour lesquels HPS agit à titre de conseiller, le 18 mars 2021, la Société a conclu une convention de crédit auprès des prêteurs Lucid Agency Services Limited, à titre d'agent administratif, et Lucid Trustee Services Limited, à titre d'agent de valeurs mobilières, pour une facilité d'emprunt à terme garanti assorti d'un privilège de premier rang d'un montant en capital total de 69,0 millions £ (120,0 millions \$ CA). La facilité devrait être remboursée à même le produit des actions privilégiées convertibles qui seront émises par Canaccord Genuity Wealth Group Holdings (Jersey) Limited à des fonds de placement et des comptes gérés par HPS sous réserve d'approbations réglementaires et d'autres conditions de clôture usuelles.

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le 15 avril 2021, la Société a annoncé avoir conclu une entente avec The Royal Bank of Scotland plc, qui fait partie de NatWest Group plc, en vue d'acquiescer les activités de gestion des placements des particuliers d'Adam & Company par l'intermédiaire de ses activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni. La clôture de la transaction, qui est assujettie à l'approbation réglementaire, devrait avoir lieu à la fin du deuxième trimestre de l'exercice 2022 de la Société. La contrepartie au comptant de 54,0 millions £ (94,9 millions \$ CA) sera versée à la clôture. Un programme de maintien en poste sera mis en œuvre pour les employés clés en fonction de l'actif des clients et de l'emploi continu sur une période de quatre ans.

DIVIDENDES

Le 1^{er} juin 2021, le conseil d'administration a approuvé un dividende de 0,075 \$ par action ordinaire, payable le 30 juin 2021 aux actionnaires inscrits le 18 juin 2021 (note 21).

Le 1^{er} juin 2021, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 30 juin 2021 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 18 juin 2021 (note 21).

Le 1^{er} juin 2021, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,31206 \$ par action privilégiée de série C payable le 30 juin 2021 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 18 juin 2021 (note 21).

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Note : Les présentes informations supplémentaires ne sont pas auditées et doivent être lues avec les états financiers audités contenus dans le présent rapport.

POINT SAILLANTS FINANCIERS^{1, 2, 3, 4}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG, les ASA, l'information sur les actions ordinaires et privilégiées, les mesures financières et les pourcentages)	Aux 31 mars et pour les exercices clos à ces dates				
	2021	2020	2019	2018	2017
Résultats financiers					
Produits des activités ordinaires	2 007 688	1 223 867	1 190 567	1 022 877	879 546
Charges	1 637 786	1 123 844	1 097 911	987 131	825 662
Charge d'impôt sur le résultat	100 100	13 469	21 074	18 669	10 698
Résultat net	269 802	86 554	71 582	17 077	43 186
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	263 786	86 490	70 530	13 024	38 103
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	254 382	77 086	61 126	3 431	27 025
Secteur d'activité					
Résultat avant impôt sur le résultat					
Marchés des capitaux Canaccord Genuity	317 319	48 801	62 877	13 126	44 268
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	116 855	68 174	58 603	33 999	24 267
Non sectoriel et autres	(64 272)	(16 952)	(28 824)	(11 379)	(14 651)
Information sur les actifs des clients (en millions \$)					
ASG – Canada (discrétionnaires)	6 307	4 009	4 221	2 815	2 637
ASA – Canada	32 240	18 440	20 674	15 567	13 228
ASG – Royaume-Uni et Europe	52 298	39 879	44 195	44 877	24 526
ASG – Australie	4 228	2 400	854	830	862
Total	88 766	60 719	65 723	61 274	38 616
Information sur les actions ordinaires					
Par action ordinaire (en \$)					
Résultat de base	2,30	0,78	0,58	0,04	0,29
Résultat après dilution	2,04	0,65	0,48	0,03	0,27
Cours de l'action ordinaire (en \$)					
Haut	13,25	6,00	7,47	7,49	5,70
Bas	3,93	3,29	5,54	4,08	3,53
Clôture	11,50	4,33	5,84	6,93	5,09
Actions ordinaires en circulation (en milliers)					
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	95 791	93 464	97 580	93 054	92 780
Émises et en circulation	108 191	107 812	115 617	113 523	113 511
Nombre d'actions après dilution	112 568	130 723	140 241	124 294	124 479
Nombre moyen de base	96 659	98 449	96 260	92 587	91 657
Nombre moyen après dilution	108 978	128 303	130 944	110 862	101 149
Capitalisation boursière (en milliers)	1 294 532	566 031	819 007	861 357	633 598
Information sur les actions privilégiées (en milliers)					
Actions émises et en circulation	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540
Mesures financières					
Dividendes par action ordinaire	0,25	0,20	0,20	0,15	0,10
Rendement des actions ordinaires (cours de clôture)	2,2 %	4,6 %	3,4 %	2,2 %	2,0 %

- 1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
- 2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2021 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2020).
- 3) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsky Prunier depuis le 13 février 2019, de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019 et de Patersons depuis le 21 octobre 2019.
- 4) À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées. En outre, à compter du T3/20, nos activités de gestion de patrimoine en Australie, qui englobent les résultats d'exploitation de Patersons depuis le 21 octobre 2019 et les activités de gestion de patrimoine en Australie auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie, sont présentées comme un secteur d'exploitation distinct dans l'analyse ci-après. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

Comptes de résultat et des résultats non distribués consolidés résumés^{1, 2, 3, 4}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2021	2020	2019	2018	2017
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	735 239	586 884	556 475	461 937	396 741
Financement de sociétés	761 551	236 962	294 241	282 195	196 129
Honoraires de consultation	197 092	206 507	142 228	122 372	130 749
Négociation à titre de contrepartiste	246 801	108 834	125 830	113 921	119 040
Intérêts	26 288	63 690	51 008	27 875	16 847
Divers	40 717	20 990	20 785	14 577	20 040
	2 007 688	1 223 867	1 190 567	1 022 877	879 546
Charges					
Charge de rémunération	1 227 895	738 313	716 625	625 853	540 696
Frais de négociation	122 154	83 964	83 577	68 209	65 211
Locaux et matériel	19 948	18 094	41 719	39 605	42 286
Communications et technologie	67 475	66 666	64 930	56 346	52 381
Intérêts	28 364	33 678	25 453	18 437	12 744
Frais d'administration	82 310	113 612	100 768	83 982	79 011
Amortissement	26 156	32 594	24 280	24 007	21 124
Frais de développement	27 246	12 053	15 513	7 664	12 209
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	25 040	22 866	—	—	—
Frais de restructuration	—	1 921	13 070	7 643	—
Charge au titre de l'amortissement accéléré de certains coûts du régime d'intéressement à long terme	—	—	—	48 355	—
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	922	207	304	298	—
Perte sur extinction de débetures convertibles	4 354	—	8 608	—	—
Frais connexes aux acquisitions	5 922	(124)	3 064	6 732	—
	1 637 786	1 123 844	1 097 911	987 131	825 662
Résultat avant impôt sur le résultat	369 902	100 023	92 656	35 746	53 884
Charge d'impôt sur le résultat	100 100	13 469	21 074	18 669	10 698
Résultat net de l'exercice	269 802	86 554	71 582	17 077	43 186
Participations ne donnant pas le contrôle	6 016	64	1 052	4 053	5 083
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	263 786	86 490	70 530	13 024	38 103
Déficit au début de l'exercice	(193 131)	(237 770)	(277 472)	(267 559)	(294 586)
Dividendes sur actions ordinaires	(23 924)	(32 447)	(16 534)	(13 344)	—
Dividendes sur actions privilégiées	(9 404)	(9 404)	(9 402)	(9 593)	(11 076)
Reclassement des profits réalisés à la cession des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4 091	—	—	—	—
Reclassement de la composante capitaux propres des débetures convertibles	31 802	—	—	—	—
Partie de la perte à l'extinction de débetures convertibles comptabilisée dans les capitaux propres	—	—	(4 892)	—	—
Résultats non distribués (déficit) à la fin de l'exercice	73 220	(193 131)	(237 770)	(277 742)	(267 559)
Total des charges de rémunération en % des produits des activités ordinaires	61,2 %	60,3 %	60,2 %	61,2 %	61,5 %
Charges autres que de rémunération en % des produits des activités ordinaires	20,4 %	31,5 %	32,0 %	30,6 %	32,4 %
Total des charges en % des produits des activités ordinaires	81,6 %	91,8 %	92,2 %	96,5 %	93,9 %
Marge bénéficiaire avant impôt	18,4 %	8,2 %	7,8 %	3,5 %	6,1 %
Taux d'impôt effectif	27,1 %	13,5 %	22,7 %	52,2 %	19,9 %
Marge bénéficiaire nette	13,4 %	7,1 %	6,0 %	1,7 %	4,9 %
Résultat par action de base	2,30	0,78	0,58	0,04	0,29
Résultat par action après dilution	2,04	0,65	0,48	0,03	0,27

- 1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
- 2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2021 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2020).
- 3) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsky Prunier depuis le 13 février 2019, de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019 et de Patersons depuis le 21 octobre 2019.
- 4) À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées. En outre, à compter du T3/20, nos activités de gestion de patrimoine en Australie, qui englobent les résultats d'exploitation de Patersons depuis le 21 octobre 2019 et les activités de gestion de patrimoine en Australie auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie, sont présentées comme un secteur d'exploitation distinct dans l'analyse ci-après. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

États de la situation financière consolidés résumés

Aux 31 mars (en milliers \$ CA)	2021	2020	2019	2018	2017
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 883 292	997 111	820 739	862 838	677 769
Titres détenus à la valeur de marché	1 041 583	931 467	690 499	469 217	784 230
Créances clients	3 973 442	3 275 841	2 656 664	2 215 837	3 395 736
Impôt sur le résultat à recevoir	738	5 603	2 502	1 170	1 085
Actifs d'impôt différé	81 229	39 487	22 117	19 941	15 323
Placements	12 193	10 105	6 224	2 035	2 829
Matériel et aménagements des locaux loués	23 070	24 860	25 792	30 967	31 479
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	531 038	565 587	524 757	418 731	295 065
Actifs au titre de droits d'utilisation	85 216	106 134	—	—	—
	7 631 801	5 956 195	4 749 294	4 020 736	5 203 516
Passif et capitaux propres					
Dettes bancaires	—	—	9 639	—	25 280
Titres vendus à découvert	889 607	875 017	373 419	301 006	645 742
Dettes fournisseurs, charges à payer et divers	5 170 957	3 680 186	3 141 977	2 647 382	3 681 676
Impôt sur le résultat à payer	56 285	11 721	5 415	7 851	10 093
Tranche à court terme d'un emprunt bancaire	12 119	7 042	9 294	9 679	—
Tranche à court terme des obligations locatives	24 311	23 417	—	—	—
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	17 706	57 859	—	—	—
Contrepartie différée	8 087	8 966	22 225	9 997	—
Contrepartie éventuelle	11 490	47 614	108 319	49 844	—
Billet payable	—	—	5 832	—	—
Obligations locatives	70 591	88 922	—	—	—
Autres passifs non courants	—	1 760	1 741	—	—
Emprunt bancaire	66 200	79 192	50 370	61 758	—
Passifs d'impôt différé	13 552	9 903	7 978	13 715	140
Dettes subordonnées	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Débiteures convertibles	168 112	128 322	127 225	57 081	56 442
Participations ne donnant pas le contrôle	8 190	156	1 997	13 571	11 858
Capitaux propres	1 107 094	928 618	876 363	841 352	764 785
	7 631 801	5 956 195	4 749 294	4 020 736	5 203 516

Statistiques opérationnelles diverses¹

Aux 31 mars	2021	2020	2019	2018	2017
Nombre d'employés au Canada					
Nombre d'employés chez Marchés des capitaux Canaccord Genuity	274	257	255	189	178
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	454	432	430	379	359
Nombre d'employés dans le secteur Non sectoriel et autres	362	339	308	288	279
Total au Canada	1 090	1 028	993	856	816
Nombre d'employés au Royaume-Uni et en Europe					
Nombre d'employés chez Marchés des capitaux Canaccord Genuity	131	136	197	214	225
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	528	548	542	559	313
Nombre d'employés aux États-Unis					
Nombre d'employés chez Marchés des capitaux Canaccord Genuity	319	313	308	256	275
Nombre d'employés en Australie					
Nombre d'employés chez Marchés des capitaux Canaccord Genuity	84	83	58	57	58
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	204	200	10	11	11
Nombre d'employés dans les Autres établissements à l'étranger					
Nombre d'employés chez Marchés des capitaux Canaccord Genuity	0	0	4	3	2
Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société	2 356	2 308	2 112	1 956	1 700
Nombre d'équipes de conseillers au Canada ²	145	146	155	142	141
Nombre de spécialistes autorisés au Canada	451	435	420	374	367
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe ³	202	210	190	188	118
Nombre de conseillers en Australie	110	119	6	7	8
ASG – Canada (discrétionnaires) (en millions \$ CA)	6 307	4 009	4 221	2 815	2 637
ASA – Canada (en millions \$ CA)	32 240	18 440	20 674	15 567	13 228
ASG – Royaume-Uni et Europe (en millions \$ CA)	52 298	39 879	44 195	44 877	24 526
ASG – Australie (en millions \$ CA)	4 228	2 400	854	830	862
Total (en millions \$ CA)	88 766	60 719	65 723	61 274	38 616

1) Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux IFRS.

2) Les équipes de conseillers au Canada comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

3) Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec les clients. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

Point saillants financiers trimestriels^{1, 2, 3}

(en milliers \$ CA, sauf les ASG, les ASA, l'information sur les actions ordinaires et privilégiées, les mesures financières et les pourcentages)	Exercice 2021				Exercice 2020			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Résultats financiers								
Produits des activités ordinaires	706 526	533 077	390 357	377 728	319 648	308 014	270 697	325 508
Charges	518 810	433 803	344 499	340 674	289 430	285 731	254 527	294 156
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	48 322	30 823	12 865	8 090	3 972	(557)	2 992	7 062
Résultat net	139 394	68 451	32 993	28 964	26 246	22 840	13 178	24 290
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	137 877	66 991	31 435	27 483	26 288	22 509	13 488	24 205
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	135 526	64 640	29 084	25 132	23 937	20 158	11 137	21 854
Secteur d'activité								
Résultat avant impôt sur le résultat								
Canaccord Genuity	154 382	87 102	42 189	33 646	12 765	13 553	4 706	17 777
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	40 298	33 243	22 964	20 350	23 652	12 351	13 412	18 759
Non sectoriel et autres	(6 964)	(21 071)	(19 295)	(16 942)	(6 199)	(3 621)	(1 948)	(5 184)
Actifs des clients (en millions \$)								
ASG – Canada (discrétionnaires)	6 307	5 728	4 941	4 551	4 009	4 584	4 423	4 346
ASA – Canada	32 240	29 270	24 648	22 243	18 440	20 989	20 408	21 223
ASG – Royaume-Uni et Europe	52 298	51 762	45 380	43 566	39 879	48 110	44 183	45 574
ASG – Australie	4 228	4 174	3 366	3 064	2 400	3 691	858	774
Total	88 766	85 206	73 394	68 873	60 719	72 790	65 449	67 571
Information sur les actions ordinaires								
Par action ordinaire (en \$)								
Résultat de base	1,07	0,67	0,30	0,26	0,25	0,21	0,11	0,22
Résultat après dilution	0,93	0,54	0,25	0,22	0,21	0,17	0,10	0,18
Cours de l'action ordinaire (en \$)								
Haut	13,25	11,44	8,15	6,94	5,75	5,63	5,89	6,00
Bas	11,01	6,46	6,37	3,93	3,29	4,63	4,90	4,98
Clôture	11,50	11,21	6,79	6,91	4,33	4,84	5,22	6,00
Actions ordinaires en circulation (en milliers)								
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis	95 791	96 382	96 873	98 479	93 464	94 415	98 308	106 540
Émises et en circulation	108 191	107 996	107 784	107 813	107 812	107 292	108 492	115 748
Nombre d'actions après dilution	112 568	127 801	129 632	129 988	130 723	129 040	132 682	132 759
Nombre moyen de base	96 867	96 719	97 669	95 370	94 291	96 861	102 503	100 085
Nombre moyen après dilution	110 899	123 760	125 254	122 715	124 064	125 698	131 613	129 910
Actions privilégiées en circulation (en milliers)								
Actions émises et en circulation	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540	8 540
Mesures financières								
Dividendes par action ordinaire	0,075	0,065	0,055	0,055	0,05	0,05	0,05	0,05

- 1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
- 2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2021 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2020).
- 3) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsky Prunier depuis le 13 février 2019, de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019 et de Patersons depuis le 21 octobre 2019.

Comptes de résultat consolidés résumés^{1, 2, 3, 4}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Exercice 2021				Exercice 2020			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	214 476	184 186	167 575	169 002	165 576	147 191	132 325	141 792
Financement de sociétés	305 939	213 419	131 625	110 568	48 619	51 550	51 992	84 801
Honoraires de consultation	66 761	72 004	37 281	21 046	49 997	60 691	42 015	53 804
Négociation à titre de contrepartiste	87 830	51 113	42 746	65 112	35 352	27 149	21 260	25 073
Intérêts	7 487	5 791	6 005	7 005	15 222	16 622	16 661	15 185
Divers	24 033	6 564	5 125	4 995	4 882	4 811	6 444	4 853
	706 526	533 077	390 357	377 728	319 648	308 014	270 697	325 508
Charges								
Charge de rémunération	395 638	328 647	250 796	252 814	198 976	186 649	157 780	194 908
Frais de négociation	39 420	27 982	27 783	26 969	22 925	19 836	21 083	20 120
Locaux et matériel	5 638	4 948	4 984	4 378	4 585	4 501	4 224	4 784
Communications et technologie	17 423	16 020	17 284	16 748	17 378	17 739	15 191	16 358
Intérêts	8 239	6 724	6 671	6 730	8 764	8 490	8 313	8 111
Frais d'administration	23 521	22 690	20 181	15 918	30 437	26 519	26 289	30 367
Amortissement	6 518	6 145	6 941	6 552	8 194	8 415	8 049	7 936
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	6 176	6 053	6 078	6 733	5 513	5 832	5 939	5 582
Frais de développement	10 849	8 815	3 767	3 815	(2 710)	6 560	2 994	5 209
Frais de restructuration	—	—	—	—	(427)	1 250	1 098	—
Frais connexes aux acquisitions	418	5 504	—	—	(4 238)	—	3 602	512
Quote-part de la perte d'une entreprise associée	616	275	14	17	33	(60)	(35)	269
Perte sur extinction de débetures convertibles	4 354	—	—	—	—	—	—	—
	518 810	433 803	344 499	340 674	289 430	285 731	254 527	294 156
Résultat avant impôt sur le résultat	187 716	99 274	45 858	37 054	30 218	22 283	16 170	31 352
Charge d'impôt	48 322	30 823	12 865	8 090	3 972	(557)	2 992	7 062
Résultat net de l'exercice	139 394	68 451	32 993	28 964	26 246	22 840	13 178	24 290
Participations ne donnant pas le contrôle	1 517	1 460	1 558	1 481	(42)	331	(310)	85
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	137 877	66 991	31 435	27 483	26 288	22 509	13 488	24 205
Total des charges de rémunération en % des produits des activités ordinaires	56,0 %	61,7 %	64,2 %	66,9 %	62,2 %	60,6 %	58,3 %	59,9 %
Charges autres que de rémunération en % des produits des activités ordinaires	17,4 %	19,7 %	24,0 %	23,3 %	28,3 %	32,2 %	35,7 %	30,5 %
Total des charges en % des produits des activités ordinaires	73,4 %	81,4 %	88,3 %	90,2 %	90,5 %	92,8 %	94,0 %	90,4 %
Marge bénéficiaire avant impôt	26,6 %	18,6 %	11,7 %	9,8 %	9,5 %	7,2 %	6,0 %	9,6 %
Taux d'impôt effectif	25,7 %	31,0 %	28,1 %	21,8 %	13,1 %	(2,5) %	18,5 %	22,5 %
Marge bénéficiaire nette	19,7 %	12,8 %	8,5 %	7,7 %	8,2 %	7,4 %	4,9 %	7,5 %
Résultat de base par action	1,07	0,67	0,30	0,26	0,25	0,21	0,11	0,22
Résultat par action après dilution	0,93	0,54	0,25	0,22	0,21	0,17	0,10	0,18

- 1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 14.
- 2) Les résultats d'exploitation des activités en Australie ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 15 % a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 mars 2021 (15 % pour l'exercice clos le 31 mars 2020).
- 3) Les données comprennent les résultats d'exploitation de Hargreave Hale depuis le 18 septembre 2017, de Jitneytrade depuis le 6 juin 2018, de McCarthy Taylor depuis le 29 janvier 2019, de Petsky Prunier depuis le 13 février 2019, de Thomas Miller depuis le 1^{er} mai 2019 et de Patersons depuis le 21 octobre 2019.
- 4) À compter du T1/20, nos activités en Asie, notamment à Singapour, en Chine et à Hong Kong, ont été regroupées au sein de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et en Australie pour refléter la manière dont ces unités d'exploitation sont gérées. En outre, à compter du T3/20, nos activités de gestion de patrimoine en Australie, qui englobent les résultats d'exploitation de Patersons depuis le 21 octobre 2019 et les activités de gestion de patrimoine en Australie auparavant prises en compte dans Marchés des capitaux Canaccord Genuity en Australie, sont présentées comme un secteur d'exploitation distinct dans l'analyse ci-après. Les informations comparatives n'ont pas été retraitées.

États de la situation financière consolidés résumés

(en milliers \$ CA)	Exercice 2021				Exercice 2020			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Actifs								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 883 292	1 253 263	904 598	782 300	997 111	548 674	459 158	585 502
Titres détenus	1 041 583	1 062 946	903 416	830 932	931 467	923 455	758 130	1 416 525
Créances clients	3 973 442	3 069 771	3 130 499	2 647 206	3 275 841	2 246 922	2 688 154	2 636 928
Impôt sur le résultat à recevoir	738	282	3 710	10 859	5 603	12 793	14 877	7 473
Actifs d'impôt différé	81 229	44 923	40 599	36 325	39 487	23 266	16 043	17 838
Placements	12 193	7 348	10 396	9 837	10 105	8 225	8 249	8 170
Matériel et aménagements des locaux loués	23 070	22 843	23 569	23 389	24 860	24 555	23 754	24 685
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	531 038	537 648	543 576	543 389	565 587	560 164	539 118	551 288
Actifs au titre de droits d'utilisation	85 216	86 283	91 358	97 238	106 134	105 687	105 117	110 087
	7 631 801	6 085 307	5 651 721	4 981 475	5 956 195	4 453 741	4 612 600	5 358 496
Passif et capitaux propres								
Dette bancaire	—	—	—	—	—	—	4 379	—
Titres vendus à découvert	889 607	753 312	700 909	631 662	875 017	569 012	543 035	540 668
Dettes fournisseurs, charges à payer et divers	5 170 957	3 968 036	3 619 631	2 997 985	3 680 186	2 560 810	2 758 400	3 490 204
Impôt sur le résultat à payer	56 285	19 664	6 192	8 287	11 721	7 360	3 753	5 492
Tranche à court terme d'un emprunt bancaire	12 119	12 195	8 605	8 416	7 042	6 843	6 510	3 324
Tranche à court terme des obligations locatives	24 311	22 490	22 465	22 936	23 417	23 055	20 893	22 326
Tranche à court terme de la contrepartie éventuelle	17 706	18 769	17 286	51 373	57 859	23 426	29 301	29 729
Contrepartie différée	8 087	8 138	8 039	7 862	8 966	8 733	8 344	9 653
Contrepartie éventuelle	11 490	24 261	30 515	31 079	47 614	82 274	81 104	83 139
Billet payable	—	—	—	—	—	5 457	5 363	5 516
Obligations locatives	70 591	72 503	77 871	83 201	88 922	90 825	92 759	97 675
Autres passifs non courants	—	—	1 721	1 683	1 760	1 725	1 628	1 662
Emprunt bancaire	66 200	66 513	72 475	70 775	79 192	76 844	76 200	81 070
Passifs d'impôt différé	13 552	8 083	8 489	8 647	9 903	8 260	7 723	11 063
Dette subordonnée	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500
Débitures convertibles	168 112	129 200	128 902	128 609	128 322	128 040	127 763	127 492
Participations ne donnant pas le contrôle	8 190	6 844	5 439	3 469	1 56	2 343	1 733	2 296
Capitaux propres	1 107 094	967 799	935 682	917 991	928 618	851 234	836 212	839 687
	7 631 801	6 085 307	5 651 721	4 981 475	5 956 195	4 453 741	4 612 600	5 358 496

Statistiques opérationnelles diverses¹

	Exercice 2021				Exercice 2020			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Nombre d'employés au Canada								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	274	261	259	251	257	260	257	258
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	454	433	438	426	432	425	430	427
Nombre d'employés dans le secteur Non sectoriel et autres	362	359	345	342	339	337	328	315
Total au Canada	1 090	1 053	1 042	1 019	1 028	1 022	1 015	1 000
Nombre d'employés au Royaume-Uni et en Europe								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	131	133	133	133	136	137	141	154
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	528	525	530	537	548	557	572	593
Nombre d'employés aux États-Unis								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	319	311	308	304	313	322	322	306
Nombre d'employés en Australie								
Nombre d'employés chez Canaccord Genuity	84	80	74	82	83	77	58	60
Nombre d'employés chez Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	204	194	198	197	200	201	15	15
Nombre d'employés dans l'ensemble de la Société	2 356	2 296	2 285	2 272	2 308	2 316	2 123	2 128
Nombre d'équipes de conseillers au Canada ²	145	144	145	144	146	147	151	153
Nombre de spécialistes autorisés au Canada	451	438	433	431	435	429	426	421
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe ³	202	205	208	209	210	214	215	218
Nombre de conseillers en Australie	110	106	115	117	119	115	11	11
ASG – Canada (discrétionnaires) (en millions \$ CA)	6 307	5 728	4 941	4 551	4 009	4 584	4 423	4 346
ASA – Canada (en millions \$ CA)	32 240	29 270	24 648	22 243	18 440	20 989	20 408	21 223
ASG – Royaume-Uni et Europe (en millions \$ CA)	52 298	51 762	45 380	43 566	39 879	48 110	44 183	45 574
ASG – Australie (en millions \$ CA)	4 228	4 174	3 366	3 064	2 400	3 691	858	774
Total (en millions \$ CA)	88 766	85 206	73 394	68 873	60 719	72 790	65 449	67 571

1) Ces statistiques opérationnelles diverses sont des mesures non conformes aux IFRS.

2) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

3) Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec les clients. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs des clients.

Glossaire

Actifs sous administration (ASA) – Canada

Les ASA représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans les comptes clients de même que la valeur de marché globale de positions acheteur et vendeur sur titres. La direction utilise cette mesure pour évaluer la performance opérationnelle de la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actifs sous gestion (ASG) – Canada

Les ASG englobent les actifs qui sont la propriété effective de clients et qui sont gérés de manière discrétionnaire par la Société, dans le cadre du Programme de conseils en placement CT et du Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont aussi administrés par la Société et sont donc inclus dans les ASA. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actifs sous gestion (ASG) – Royaume-Uni et Europe

Les ASG représentent la valeur de marché des actifs pour le compte des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires. Il s'agit d'une mesure non conforme aux IFRS.

Actions privilégiées

Catégorie d'actions d'une société dont les droits sur les actifs et le résultat sont supérieurs à ceux des actions ordinaires. Les actions privilégiées ne comportent habituellement pas de droits de vote; cependant, leurs détenteurs reçoivent un dividende qui doit être payé avant celui des actionnaires ordinaires.

Ajustement de la juste valeur

Estimation de la juste valeur d'un actif (ou d'un passif) dont le cours de marché ne peut être déterminé, habituellement en raison de l'absence d'un marché établi pour l'actif.

Charges hors caisse

Charges comptabilisées par une société qui n'ont pas d'incidence sur le solde de sa trésorerie ou son fonds de roulement.

Commissions et honoraires

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission et ceux générés par la vente de produits et services donnant droit à des honoraires.

Comptes en gestion distincte (CGD)

Portefeuilles de placement offerts aux clients qui sont gérés par un gestionnaire de portefeuille principal. Les CGD permettent aux clients de détenir des titres individuels composant le portefeuille, plutôt qu'une partie d'un fonds commun.

Éléments de la charge liée aux acquisitions

Les éléments de charge comprennent essentiellement des honoraires professionnels et des coûts salariaux liés aux acquisitions. Les éléments de la charge liée aux acquisitions comprennent également les coûts engagés à l'égard de projets

d'acquisition abandonnés. Les chiffres qui excluent les éléments liés aux acquisitions sont des mesures non conformes aux IFRS.

Éléments importants

Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger, certaines charges comptables liées à la modification apportée au régime d'intéressement à long terme (RILT) de la Société comptabilisées à compter du 31 mars 2018, certains coûts relatifs aux mesures incitatives liés aux acquisitions et initiatives de croissance en lien avec les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, la perte et autres coûts liés à l'extinction des débentures convertibles inscrite aux fins comptables, ainsi que liée à l'extinction des débentures convertibles inscrite aux fins comptables, ainsi que certains éléments de charges habituellement compris dans les frais de développement qui, de l'avis de la direction, reflètent une charge unique autre que d'exploitation, ainsi que certains ajustements de la juste valeur de certains titres négociables non liquides ou temporairement incessibles qui sont comptabilisés aux fins de la présentation de l'information financière selon les IFRS, mais qui sont exclus de l'information de gestion et ne sont pas pris en compte dans l'évaluation de la performance opérationnelle de la direction.

Équipes de conseillers en placement

Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

Experts en placement et gestionnaires de fonds

Les experts en placement comprennent tous les membres du personnel chargés des ventes, ce qui inclut les courtiers et les assistants en contact direct avec la clientèle. Les gestionnaires de fonds comprennent tous les membres du personnel qui gèrent les actifs pour le compte des clients.

Financement de sociétés

Aide fournie aux sociétés fermées et ouvertes et aux gouvernements en vue de l'obtention de financement sur les marchés des capitaux au moyen de l'émission de titres d'emprunt, de titres de participation et de titres dérivés, que ce soit par prise ferme ou par placement pour compte.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux

intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, au Royaume-Uni, à Jersey, à Guernesey, à l'île de Man et en Australie.

Groupe Actions internationales

Groupe de premier plan qui achemine à peu de frais des ordres sur des titres cotés aux États-Unis et des actions ordinaires cotées dans d'autres pays, dont l'exécution est sur les marchés locaux dans le cadre des activités aux États-Unis.

Honoraires de consultation

Les produits tirés des frais que la Société facture pour les services de consultation auprès d'entreprises, de fusions et acquisitions ou de restructuration d'entreprise sont inscrits comme honoraires de consultation.

Liquidité

Total des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie constituant les capitaux dont dispose la Société aux fins de l'exploitation et de la réglementation.

Marché des capitaux Canaccord Genuity

Marché des capitaux Canaccord Genuity est la division internationale des marchés des capitaux de Groupe Canaccord Genuity Inc., qui offre aux institutions et aux sociétés des services centrés sur les idées en financement de sociétés, en fusions et acquisitions, en recherche, en ventes et en négociation en Amérique du Nord, au Royaume-Uni et en Europe, en Asie, en Australie et au Moyen-Orient. Nous nous sommes engagés à fournir des services de premier ordre à nos clients tout au cours du cycle de vie de leur entreprise et à créer l'étalon-or des banques d'investissement indépendantes – une banque orientée marché et client, qui offre souplesse en termes de ressources et de portée, et qui possède une solide connaissance du secteur.

Mesures non conformes aux IFRS

Les mesures non conformes aux normes internationales d'information financière (IFRS) n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés.

Négociation à titre de contrepartiste

Négociation de titres de participation des comptes de capital et des comptes de stock. Les produits des activités ordinaires proviennent des profits et des pertes découlant de la négociation de stocks.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Marchés des capitaux Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des

activités, des affaires juridiques, des finances et de toutes les autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Options sur actions liées au rendement

Les options sur actions liées au rendement ont une durée de cinq ans et les droits à ces options seront acquis au fil du temps au prorata sur une période de quatre ans (les droits d'un tiers des options étant acquis aux deuxième, troisième et quatrième anniversaires de l'attribution). Les options sur actions liées au rendement seront également assujetties aux conditions d'acquisition liées au rendement sur le marché (cours de l'action), et seront assorties d'un plafond sur les paiements égal à quatre fois le prix d'exercice (c'est-à-dire que le profit à l'exercice des options est limité à trois fois le prix d'exercice). Les options sur actions liées au rendement viendront à échéance le 14 juin 2023.

Produits ouvrant droit à la rémunération au rendement

Un pourcentage des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement gagnés est directement versé à titre de rémunération au rendement, ce qui comprend les commissions, les honoraires tirés du financement de sociétés, les honoraires de consultation et les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste.

Régime d'intéressement à long terme (RILT)

Les employés (y compris les membres de la haute direction) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les employés participants peuvent recevoir des unités d'actions temporairement inaccessibles (« UATI ») dont les droits sont généralement acquis sur trois ans. Ce programme est connu sous le nom de régime d'intéressement à long terme (le « RILT » ou le « régime »).

Résultat par action (RPA)

Le résultat de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires de la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation. Le résultat par action ordinaire après dilution reflète l'effet dilutif lié au RILT, aux bons de souscription et aux autres régimes de rémunération dont le paiement est fondé sur des actions ainsi qu'aux débentures convertibles, selon la méthode du rachat d'actions. La méthode du rachat d'actions détermine le nombre d'actions ordinaires additionnelles en supposant que le nombre d'actions que la Société a attribué aux employés a été émis.

Risque

Les institutions financières sont confrontées à divers risques qui peuvent les exposer à des pertes, y compris le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque réglementaire et le risque juridique.

Services de courtage de correspondance

La prestation, en toute sécurité, de services administratifs, d'exécution d'ordres en Bourse et de recherche à d'autres entreprises de courtage à partir de l'infrastructure de technologie et d'exploitation existante de la Société (Pinnacle Correspondent Services).

Taxe pour le régime national d'assurance (RNA)

Charge sociale imposée aux employés du Royaume-Uni représentant un pourcentage de la rémunération au rendement.

Transactions sur titres à revenu fixe

Transactions visant de nouvelles émissions, des obligations d'État et de sociétés, des bons du Trésor, des effets de commerce, des obligations à coupons détachés, des titres d'emprunt à haut rendement et des débentures convertibles.

Unités d'actions liées au rendement

La Société a adopté un régime d'unités d'actions liées au rendement (UALR) pour certains membres de la haute direction. Les UALR sont des instruments notionnels de capitaux propres liés à la valeur des actions ordinaires de la Société. À la fin d'une période d'acquisition des droits de trois ans, le nombre d'UALR dont les droits sont acquis correspond à un multiple du nombre d'UALR initialement attribuées qui se situe dans une fourchette de 0x à 2x selon l'atteinte de certaines cibles prédéterminées pour chaque attribution annuelle. Les droits rattachés aux UALR sont acquis en bloc à la date du troisième anniversaire de l'attribution. Le nombre d'UALR dont les

droits sont acquis est également ajusté en fonction des dividendes versés au cours de la période d'acquisition des droits. Les UALR sont réglées en trésorerie, en fonction du cours de marché des actions de la Société au moment de l'acquisition des droits.

Les UALR ont été évaluées à la juste valeur à la date d'attribution. Les variations de la valeur des UALR à chaque période de présentation de l'information financière sont amorties sur la période d'acquisition des droits résiduelle et comptabilisées à titre de charge de rémunération au compte du résultat. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2021, le régime d'UALR a été modifié pour y ajouter certaines conditions d'acquisition des droits liées à l'emploi entraînant une variation de la charge périodique comptabilisée au cours de la période d'acquisition des droits.

Ventes et transactions institutionnelles

Secteur d'activité du groupe Marchés des capitaux fournissant des services de recherche et d'information sur les marchés, de consultation et d'exécution d'ordres en Bourse aux clients institutionnels.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Le conseil d'administration (conseil d'administration), dans son ensemble ou par l'intermédiaire de ses comités, assume la responsabilité de la gestion de la Société et a approuvé un manuel officiel sur la gouvernance à l'intention du conseil d'administration (mandat) renfermant un cadre de référence pour le conseil d'administration, énonçant ses responsabilités en matière de gestion ainsi que ses autres responsabilités et devoirs. Les responsabilités du conseil d'administration sont également régies par :

- la loi intitulée **Business Corporations Act (Colombie-Britannique)**;
- les statuts constitutifs de la Société;
- la charte de ses comités;
- les autres politiques d'entreprise et lois applicables.

Communication avec les administrateurs indépendants

Gillian (Jill) Denham a été nommée par le conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc. à titre d'administratrice principale. L'une de ses responsabilités est de recevoir les communications adressées par des parties intéressées aux administrateurs indépendants du conseil d'administration et de déterminer la suite appropriée à donner à ces communications. Ces communications peuvent être envoyées par écrit et par la poste à M^{me} Denham à l'attention du secrétaire de Groupe Canaccord Genuity Inc. Il est recommandé de les acheminer comme suit : « Jill Denham, administratrice principale, Groupe Canaccord Genuity Inc., à l'attention du secrétaire, 3000-161 Bay Street, Toronto, M5J 2S1, NE S'ADRESSE QU'AU DESTINATAIRE ». Les enveloppes scellées seront acheminées à M^{me} Denham.

Processus de planification stratégique

Le mandat du conseil d'administration prévoit que le conseil d'administration est responsable de veiller à ce que la Société soit dotée d'un processus de planification stratégique efficace. Ainsi, le conseil d'administration revoit et approuve le plan stratégique de la Société, en surveille l'application et émet des lignes directrices à cet égard.

Identification et gestion des risques

Le mandat du conseil d'administration comprend :

- l'assistance à la direction pour l'identification des principaux risques liés aux activités de la Société;
- la prise de mesures raisonnables pour assurer la mise en œuvre de systèmes appropriés permettant la gestion et la surveillance de ces risques;
- l'examen des plans pour l'évaluation des contrôles financiers internes de la Société et les tests à leur égard;
- la supervision des auditeurs externes, y compris l'approbation de leur cadre de référence.

Planification et évaluation de la relève

Le mandat du conseil d'administration comprend le maintien de plans de relève adéquats et efficaces pour le chef de la direction ainsi que pour les membres de la haute direction.

- Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération (CGER) reçoit des mises à jour périodiques du plan de relève de la Société à l'échelon des membres de la haute direction, et assure le suivi du processus de planification de la relève.
- Le plan de relève est revu au moins annuellement par le CGER.
- Suivant la recommandation du président du conseil et chef de la direction, le conseil d'administration nomme les membres de la haute direction de la Société.

Communication et information publique

Les contrôles et politiques en matière de communication (CPC) de la Société portent sur la communication fidèle et en temps opportun de tous les renseignements importants se rapportant à la Société ainsi que sur l'interaction de la Société avec les actionnaires, les analystes en placements, les autres parties intéressées et le public en général.

- Les CPC sont revus annuellement par le conseil d'administration.
- Les CPC, les dépôts auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières, les communiqués de presse et les présentations à l'intention des investisseurs sont affichés sur le site Web de la Société.
- Le conseil d'administration examine tous les états financiers consolidés trimestriels et annuels ainsi que les rapports de gestion s'y rapportant, les communiqués de presse sur les résultats de la Société, les circulaires d'information de la direction, les notices annuelles ainsi que les documents de financement.

Contrôles internes

Le conseil d'administration exige de la direction le maintien de systèmes de contrôle interne et d'information efficaces. Le conseil d'administration, assisté du comité d'audit, supervise l'intégrité des systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

- Le comité d'audit se réunit au moins quatre fois par année avec le chef des finances et les cadres supérieurs des finances de la Société afin d'examiner les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les systèmes d'information connexes.
- Les auditeurs externes de la Société formulent chaque année au comité d'audit des recommandations relatives aux systèmes de contrôle interne et d'information de la Société.

En date du 31 mars 2021, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président du conseil d'administration et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le *Règlement 52-109*. D'après cette évaluation, le président du conseil d'administration et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures répondaient aux normes d'efficacité en date du 31 mars 2021.

Gouvernance

Le conseil d'administration compte actuellement neuf membres, dont sept sont des administrateurs indépendants de la direction au sens prévu par les lois applicables sur les valeurs mobilières. Pour faciliter l'exercice d'un jugement indépendant, le conseil d'administration a nommé un administrateur principal et tient régulièrement des réunions hors de la présence des administrateurs qui sont membres de la direction.

- Le CGER est responsable de l'examen périodique de la composition du conseil d'administration et de ses comités.
- Une marche à suivre annuelle a été officiellement établie pour, entre autres, obtenir une rétroaction de tous les administrateurs à l'intention du conseil dans son ensemble, y compris un questionnaire confidentiel.
- Les nouveaux membres du conseil d'administration reçoivent des documents de référence volumineux au sujet de l'orientation stratégique de la Société, de son historique sur le plan des finances et de l'exploitation, des pratiques en matière de gouvernance d'entreprise et de la vision de l'entreprise.

Sommaire des chartes et des comités

Le conseil d'administration a délégué certaines de ses responsabilités à deux comités, chacun ayant des rôles et responsabilités particuliers définis par le conseil d'administration. Ces comités du conseil d'administration sont tous deux composés d'administrateurs indépendants.

COMITÉ D'AUDIT

Le comité d'audit assiste le conseil d'administration dans l'accomplissement de ses fonctions de supervision en assurant la surveillance des pratiques de la Société en matière de présentation de l'information financière ainsi que des communications financières. Il est composé de quatre administrateurs indépendants. Tous les membres du comité d'audit ont des compétences financières, ce qui signifie qu'ils ont la capacité de lire et de comprendre un jeu d'états financiers qui présentent des questions comptables d'une ampleur et d'un degré de complexité comparables, dans l'ensemble, à celles dont on peut raisonnablement croire qu'elles seront soulevées lors de la lecture des états financiers de la Société. Les membres actuels du comité d'audit sont Terry Lyons (président), Charles Bralver, Gillian Denham, Merri Jones et Dipesh Shah.

Le comité d'audit a adopté une charte qui définit expressément ses fonctions et responsabilités. La charte du comité d'audit peut être consultée dans la notice annuelle de la Société déposée sur SEDAR. Le comité d'audit dispose de voies de communication directe avec l'auditeur externe et le chef des finances ainsi que les cadres supérieurs des finances, avec lesquels il discute et examine certaines questions de façon régulière.

Le comité d'audit est chargé de s'assurer que la direction a conçu et mis en œuvre un système de contrôle interne efficace. L'auditeur externe est embauché par le comité d'audit dont il relève directement. Après consultation avec la direction, le comité d'audit est responsable de fixer la rémunération de l'auditeur externe. L'auditeur externe assiste à chaque réunion du comité d'audit, dont une partie est tenue en l'absence des membres de la direction. Le comité d'audit revoit et approuve annuellement le plan d'audit de l'auditeur externe. Il doit aussi approuver tous les travaux d'audit et autres que d'audit effectués par l'auditeur externe. Le chef des finances et les cadres supérieurs des finances assistent à chaque réunion du comité d'audit mis à part la partie qui se tient en l'absence des membres de la direction pour favoriser des échanges plus ouverts. Le comité d'audit revoit et approuve chaque année le plan d'audit interne.

COMITÉ DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE ET DE RÉMUNÉRATION

Le comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération est chargé d'élaborer la démarche de la Société en ce qui concerne les questions de gouvernance d'entreprise, de revoir les principes généraux de la Société en matière de gouvernance d'entreprise et de recommander des changements à l'occasion. Il est composé de quatre administrateurs indépendants : Michael Harris (président), Charles Bralver, Terrence Lyons et Sally Tennant. Le comité a libre accès au personnel et aux ressources. Une partie de chacune des réunions régulières du comité au cours de l'année est tenue en l'absence des membres de la direction afin de favoriser des discussions plus ouvertes.

Conseil d'administration

Charles N. Bralver, IAS.A.

Comité d'audit

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Charles N. Bralver, IAS.A., 69 ans, est membre de la direction des services financiers et possède plus de 30 ans d'expérience sur les marchés des capitaux. Il a fondé le cabinet de consultation en gestion Oliver, Wyman & Co., dont il a été vice-président du conseil de gestion pendant plus de 23 ans, de 1984 à 2007, et où il s'est spécialisé en stratégie, en risques et en exploitation pour de grandes banques d'investissement, des gestionnaires d'actifs, des Bourses et d'autres services liés aux marchés. Il a également agi à titre de doyen associé principal de l'International Business and Finance à la Fletcher School of Law and Diplomacy de 2007 à 2010 et de conseiller stratégique pour Warburg Pincus LLC de 2007 à 2009. M. Bralver agit à titre d'administrateur de la Société et de AkinovA Ltd., place de marché électronique dans le secteur des risques en assurance, en plus de siéger au conseil de leadership de r4 Technologies, société qui conçoit des solutions en IA, et au conseil d'administration de la Fletcher School. Il a commencé sa carrière chez Booz Allen Hamilton. Il est citoyen américain et diplômé de la Fletcher School et du Dartmouth College.

À l'heure actuelle, M. Bralver n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Daniel Daviau

Dan Daviau, 56 ans, a été nommé président et chef de la direction et administrateur de la Société, ainsi que chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity le 1^{er} octobre 2015. Il occupait le poste de président de la division Marchés des capitaux de Canaccord Genuity pour l'Amérique du Nord depuis février 2015. De 2012 à 2015, il a été président de la division Marchés des capitaux des États-Unis et a concouru à y structurer le financement de sociétés, la recherche, la vente et la négociation dans la région, et à améliorer les possibilités d'affaires transfrontalières. De 2010 à 2012, il a été chef, Financement de sociétés de Canaccord Genuity. Avant la fusion entre Canaccord et Genuity, annoncée en 2010, M. Daviau était directeur et fondateur de Marchés de Capitaux Genuity, où il a occupé différents postes de dirigeant depuis 2005.

Avant 2005, M. Daviau a été cochef, Financement de sociétés à Marchés mondiaux CIBC, société à laquelle il s'est joint en 1991. Il y a occupé les postes de chef, Groupe des médias et télécommunications depuis 2000, et de chef, Groupe du financement des sociétés et technologies au Canada depuis 1997.

Ayant amorcé sa carrière comme avocat spécialisé en valeurs mobilières chez Goodman & Co., M. Daviau possède une grande expérience dans une vaste gamme d'opérations financières et de fusions-acquisitions.

M. Daviau est basé à Toronto, au Canada, et il est titulaire d'un MBA de l'Université York, d'un baccalauréat en droit (LL.B) du même établissement (Osgoode Hall) et d'un baccalauréat ès arts (mathématique et statistique) de l'Université de Western Ontario.

À l'heure actuelle, M. Daviau n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Gillian (Jill) Denham

Comité d'audit

Gillian (Jill) Denham, 60 ans, est présidente d'Authentum Partners Ltd., société qui investit dans des sociétés du secteur des technologies et de secteurs connexes, et qui fournit des services-conseils. M^{me} Denham siège actuellement au conseil d'administration de Chemin de fer Canadien Pacifique Limitée et

de Kinaxis Inc. Elle est également présidente du conseil d'administration de LifeWorks Inc. (auparavant Morneau Shepell Inc.). Elle a travaillé pendant de nombreuses années chez Wood Gundy et à la CIBC. Elle a occupé des postes à la haute direction de banques d'investissement, a été présidente des Services aux marchands et capitaux privés et a exercé des responsabilités régionales pour la CIBC en Europe. Elle a également dirigé les services bancaires de détail de la CIBC. Elle est titulaire d'un baccalauréat spécialisé en administration des affaires de l'Ivey Business School de l'Université Western et d'une maîtrise en administration des affaires de la Harvard Business School.

Michael D. Harris, O.Ont., D.Litt. spécialisé, IAS.A

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Michael Harris, IAS.A, 76 ans, est consultant principal en administration des affaires au sein des groupes Droit des sociétés et droit commercial et Relations gouvernementales et stratégie au sein du cabinet Fasken Martineau.

De 1981 à 2002, M. Harris a été député provincial de la circonscription de Nipissing. De 1995 à 2002, il a été le vingt-deuxième premier ministre de l'Ontario, après une victoire électorale écrasante en 1995. Il a été réélu pour un deuxième mandat en 1999, devenant ainsi le premier premier ministre de l'Ontario à former un deuxième gouvernement majoritaire consécutif en plus de 30 ans. Il est connu pour ses conseils à propos de la gouvernance et des relations gouvernementales et possède une vaste expérience en matière de politiques gouvernementales et de prise de décisions par les pouvoirs publics.

Après avoir quitté la fonction publique en 2002, M. Harris a mis sur pied son propre cabinet de consultation. En sa qualité de président de Steane Consulting Ltd., il conseille de nombreuses sociétés canadiennes. M. Harris est administrateur des conseils d'administration de plusieurs sociétés ouvertes et fermées dont Chartwell Retirement Residences, Route1 Inc. et Voxtur Analytics Corp. Ses anciennes fonctions à titre d'administrateur comprennent celles de président de Magna International, dont il a dirigé la restructuration en une société à une action, une voix, d'Element Financial et d'Enmax Corp., à Calgary. M. Harris siège également aux comités consultatifs de plusieurs fonds de capital-investissement, dont EnerTech et Beringer Capital. Il a reçu, en 2005, l'accréditation IAS.A de l'Institut des administrateurs de sociétés.

La passion de M. Harris pour l'engagement communautaire se manifeste par son implication dans divers organismes et diverses institutions. Il siège au conseil d'administration du New Haven Learning Centre, organisme de bienfaisance voué à l'excellence dans le traitement et l'éducation des enfants autistes. Il a siégé au conseil d'administration de la Fondation Tim Horton pour les enfants. Il a également été président d'honneur des initiatives de financement de l'Université Nipissing, du Canadore College et du North Bay Regional Health Centre.

M. Harris est également « Senior Fellow » de l'Institut Fraser, important organisme canadien voué à la recherche et à l'information économique et sociale.

En plus de siéger au conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Harris est administrateur des sociétés ouvertes Chartwell, résidences pour retraités (président), Route1 Inc. (président) et Voxtur Analytics Corp.

Merri Jones IAS.A*Comité d'audit*

Merri Jones, IAS.A, 70 ans, est administratrice de société et conseillère en affaires. Forte d'une expérience de plus de 40 années au sein des services financiers, elle se spécialise dans les domaines des ventes et du marketing, des finances, des stratégies et des ressources humaines. Elle a été la première femme au Canada à diriger une banque de l'annexe II. Elle a occupé le poste de vice-présidente directrice, Gestion privée, à Fiera Capital de 2010 à 2015, celui de présidente de Gestion de portefeuille GBC en 2008 et 2009, celui de présidente et chef de la direction de Gestion privée des investissements AGF de 2003 à 2007, celui de présidente, chef de l'exploitation et administratrice de Gestion privée TAL de 1996 à 2003, et celui de présidente et chef de la direction chez Compagnie Trust CIBC en 1995 et 1996. Avant d'entrer en fonction à la CIBC en 1995, M^{me} Jones a été présidente et chef de la direction de First Interstate Bancorp de 1986 à 1990 et a travaillé à la Chemical Bank et à la Banque Royale du Canada, où elle a amorcé sa carrière.

M^{me} Jones a fait ses études à l'Université de Western Ontario, à la Wharton School of Business et à l'Université de Toronto. Elle a obtenu son titre IAS.A auprès de l'Institut des administrateurs de sociétés.

M^{me} Jones est également membre du conseil d'administration de la société Data Communications Management Corp. Elle est également présidente du comité d'examen indépendant du Groupe de Fonds Starlight.

David Kassie

David Kassie, 65 ans, est devenu président du conseil d'administration du Groupe et administrateur de la Société à la conclusion de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity, banque d'investissement canadienne, le 23 avril 2010, et est devenu président du conseil d'administration le 1^{er} avril 2012. Il a été directeur principal, président du conseil d'administration et chef de la direction de Marchés des capitaux Genuity, de 2004 jusqu'au 9 mai 2010, alors que l'intégration des activités de Marchés des capitaux Genuity et de Financière Canaccord Ltée a été réalisée sous le nom de Canaccord Genuity. Avant 2004, il a été président du conseil d'administration et chef de la direction de Marchés mondiaux CIBC ainsi que vice-président du conseil d'administration de CIBC. Au décès de Paul Reynolds le 1^{er} avril 2015, M. Kassie a été nommé chef de la direction de la Société et a occupé ce poste jusqu'à la nomination de M. Daviau au titre de chef de la direction. M. Kassie occupe actuellement le poste de président du conseil d'administration à temps complet.

M. Kassie possède une vaste expérience à titre de conseiller, de preneur ferme et de contrepartiste. Il siège à de nombreux conseils d'administration de sociétés. Il est très engagé auprès d'organismes communautaires et caritatifs : il fait partie du conseil d'administration de Baycrest Health Sciences après en avoir été le président, et il a déjà siégé aux conseils d'administration de la Richard Ivey School of Business, du Groupe Festival international du film de Toronto et de l'Hospital for Sick Children.

M. Kassie détient un baccalauréat en commerce (avec distinction) avec spécialisation en économie de l'Université McGill (obtenu en 1977) et un MBA de l'Université de Western Ontario (obtenu en 1979).

En plus de siéger au conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Kassie est administrateur de la société ouverte Reitmans (Canada) Limitée.

Terry Lyons, IAS.A*Comité d'audit**Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération*

Terrence Lyons, IAS.A, 71 ans, est un administrateur de sociétés et membre de l'Institut des administrateurs de sociétés. Il est administrateur de plusieurs sociétés ouvertes et fermées, dont Three Valley Copper Corp. (auparavant SRHI Inc.) (président du conseil d'administration) et Martinrea International inc. M. Lyons est associé directeur retraité de Brookfield Asset Management, ainsi qu'ancien président et associé directeur de B.C. Pacific Capital Corporation. Il a également été président du conseil d'administration de Polaris Materials Corporation, société récemment acquise par U.S. Concrete, de Northgate Minerals Corporation, société acquise par AuRico Gold inc. (maintenant Alamos Gold inc.) et de Eacom Timber Corporation, vendue à une société de capital-investissement. Il a également été administrateur de B.C. Pavilion Corporation (Pavco), président du conseil d'administration de Westmin Mining et vice-président du conseil d'administration de Battle Mountain Gold.

M. Lyons a été actif au sein de Jeunes Entreprises, Centraide, les Jeux Olympiques spéciaux ainsi que d'autres organismes caritatifs et sportifs. Il a de plus été président du conseil de la Mining Association de la Colombie-Britannique, co-président du B.C. Business Hall of Fame, gouverneur et membre du comité de direction du B.C. Business Council, gouverneur de la Fondation olympique canadienne, président du conseil d'administration de Sport B.C., président du Shaughnessy Golf and Country Club et membre du conseil de l'Institut des administrateurs de sociétés pour la section régionale de la Colombie-Britannique. Il siège actuellement au conseil consultatif de la Richard Ivey School de l'Université Western Ontario. En 2007, il a reçu la médaille INCO de l'Institut canadien des mines, de la métallurgie et du pétrole en reconnaissance de ses services exceptionnels au sein du secteur minier. M. Lyons est ingénieur civil (Université de la Colombie-Britannique) et détient un MBA de l'Université Western Ontario (obtenu en 1974).

En plus de siéger au conseil d'administration de Groupe Canaccord Genuity Inc., M. Lyons est administrateur des sociétés ouvertes Martinrea International inc., Mineral Mountain Resources Ltd. et Three Valley Copper Corp. (auparavant SRHI Inc.).

Dipesh Shah, OBE, FRSA*Comité d'audit*

Dipesh Shah, OBE, FRSA, 68 ans, est président de Highways England et administrateur et président du comité de placement du Fonds européen 2020 pour l'énergie, le changement climatique et les infrastructures et du Fonds Marguerite de l'UE. Il est fiduciaire du British Youth Opera et gouverneur de la Merchant Taylors' School.

M. Shah a déjà été chef de la direction de l'Autorité de l'énergie atomique du Royaume-Uni (R.-U.) et de diverses grandes entreprises au sein de BP plc, où il a été membre du Groupe des leaders depuis plus d'une décennie, et dernièrement, chef mondial, Acquisitions et Cessions. M. Shah était notamment président du conseil d'administration de Notting Hill Genesis et de la Genesis Housing Administration, de Viridian Group plc, de HgCapital Renewable Power Partners LLP et de l'Association européenne de l'industrie photovoltaïque. Il a été administrateur indépendant principal et président du comité de rémunération de JX Oil & Gas Plc de 2008 à 2015, administrateur indépendant principal et président du comité des mises en candidature d'Equus Petroleum Plc de 2013 à 2016 et administrateur de The Crown Estate de 2011 à 2018, de Thames Water de 2007 à août 2017 et du Cavendish Fluor Partnership de 2014 à août 2017. De plus, il a été administrateur de plusieurs grandes organisations, notamment de Babcock International Group Plc et de Lloyd's of London, dans le secteur de

l'assurance. Enfin, il a fait partie du Comité consultatif sur les sources d'énergie renouvelables du R.-U. de 1994 à 2002. Auparavant, M. Shah était chef économiste à BP Oil UK.

Né en Inde et élevé en Ouganda, M. Shah est diplômé de l'Université de Londres, de l'Université de Warwick et du programme pour cadres de direction de la Harvard Business School. Il a été nommé Officier de l'Ordre de l'Empire britannique (OBE) à l'occasion de la Liste des Honneurs du Nouvel An en 2007, et il est Life Fellow of the Royal Society of Arts (FRSA).

À l'heure actuelle, M. Shah n'est administrateur d'aucune autre société ouverte.

Sally Tennant, OBE

Comité de gouvernance d'entreprise et de rémunération

Sally Tennant, OBE, 65 ans, est l'associée fondatrice d'Acorn Capital Advisers, société indépendante de services consultatifs en gestion de patrimoine et a été présidente-directrice générale de trois banques : Kleinwort Benson (2011-2014), Schroders Private Banking (2002-2006) et Lombard Odier (UK) Ltd. (2007-2010), mais aussi présidente d'une quatrième, Duncan Lawrie Ltd. Elle possède également une vaste expérience en gestion d'actifs et de patrimoine en tant qu'ancienne membre du conseil d'administration de Gartmore PLC, dont elle a créé la division institutionnelle mondiale. Elle a cumulé un total de 20 années d'expérience en gestion d'actifs au sein des sociétés Gartmore, Morgan Grenfell et SG Warburg/Mercury Asset Management. En outre, M^{me} Tennant a pris part au

lancement d'un fond de couverture, Beaumont Capital, et elle possède une expérience approfondie des entreprises familiales et des familles multigénérationnelles sous différents aspects. Elle a notamment été membre du conseil d'administration d'une grande société familiale de portefeuille, Waypoint Capital; elle a travaillé au sein d'une banque appartenant à une famille multigénérationnelle, Lombard Odier; et elle a offert ses services de consultation à de nombreuses familles très fortunées depuis peu. Dans le domaine des actions non cotées et du capital privé, elle possède un fort bagage à titre de présidente, d'administratrice non exécutive et de présidente de la rémunération. M^{me} Tennant siège au conseil d'administration de Hargreaves Property Holdings Ltd.

M^{me} Tennant est née et a grandi en Suisse. Elle a acquis une expérience internationale dans les îles Anglo-Normandes, aux États-Unis, au Moyen-Orient, ainsi qu'en Europe continentale et en Europe de l'Est. Elle est titulaire d'un diplôme en science politique de l'Université de Durham. Elle est marraine de l'organisme de bienfaisance Tommy's the Baby Charity et fiduciaire de la Guy's & St. Thomas' Foundation.

Elle a été nommée Officier de l'Ordre de l'Empire britannique (OBE) à l'occasion de la Liste des Honneurs de la fête de la Reine en 2018.

À l'heure actuelle, M^{me} Tennant n'est administratrice d'aucune autre société ouverte.

Bureaux

Marchés des capitaux

MARCHÉ DES CAPITAUX CANACCORD GENUITY

Canada

Toronto

Brookfield Place
161 Bay Street, Suite 3000
P.O. Box 516
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2S1
Téléphone : 416.869.7368
Sans frais (Canada) : 1.800.382.9280

Vancouver

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.643.7300
Sans frais (Canada) : 1.800.663.1899

Calgary

Centennial Place — East Tower
Suite 2400, 520 3rd Ave SW
Calgary (Alberta)
Canada T2P 0R3
Téléphone : 403.508.3800

Montréal

1250, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 2930
Montréal (Québec)
Canada H3B 4W8
Téléphone : 514.844.5443

États-Unis

New York

535 Madison Avenue
New York, NY
États-Unis 10022
Téléphone : 212.389.8000

Boston

99 High Street, Suite 1200
Boston, MA
États-Unis 02110
Téléphone : 617.371.3900
Sans frais : 1.800.225.6201

San Francisco

44 Montgomery Street, Suite 1600
San Francisco, CA
États-Unis 94104
Téléphone : 415.392.8844
Sans frais : 1.800.229.7171

Nashville

1033 Demonbreun Street, Suite 620
Nashville, TN
États-Unis 37203
Téléphone : 615.490.8500

Minneapolis

45 South 7th Street, Suite 2640
Minneapolis, MN
États-Unis 55402
Téléphone : 612.332.2208

Washington

1200 G Street, NW
Suite 725
Washington, DC 20036
États-Unis
Téléphone : 301.657.4600

New York

33 Whitehall Street, 27th Floor
New York, NY
États-Unis 10004
Téléphone : 212.842.6020

Royaume-Uni et Europe

Londres

88 Wood Street
Londres, Royaume-Uni
EC2V 7QR
Téléphone : 44.20.7523.8000

Dublin

38 Fitzwilliam Street Upper
Grand Canal Dock
Dublin 2
D02 KV05
Irlande
Téléphone : 353.1.635.0210

Paris

Washington Plaza
29, rue de Berri
75008 Paris
France
Téléphone : 33.1.56.69.66.66

Dubaï

Gate Village Building 4
Suite 402, DIFC
PO Box 507023
Dubaï
Émirats arabes unis
Téléphone : 971.4.454.1204

Asie-Pacifique

Beijing

Unit 1421-22, South Tower,
Beijing Kerry Centre,
1 Guanghua Road, Chaoyang District
Beijing 100020

Chine

Téléphone : 8610.5929 8650

Hong Kong

1505, 15/F, ICBC Tower,
Three Garden Road, Central,
Hong Kong
Téléphone : 852.3919.2500

Melbourne

Level 15, 333 Collins Street
Melbourne, VIC, 3000, Australie
Téléphone : 61.3.8688.9100

Perth

Level 23, Exchange Tower
2 The Esplanade
Perth, WA, 6000

Australie

Téléphone : 61.8.9263.1111

Sydney

Level 62, MLC Centre
19 Martin Place
Sydney NSW 2000, Australie
Téléphone : 61.2.9263.2700

Gestion de patrimoine

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Canada

Colombie-Britannique

Vancouver

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.643.7300
Sans frais (Canada) : 1.800.663.1899

Kelowna

Landmark 5, 320 – 1620 Dickson
Avenue
Kelowna (Colombie-Britannique)
Canada V1Y 9Y2
Téléphone : 250.712.1100
Sans frais : 1.888.389.3331

Ontario

Toronto

Brookfield Place, Suite 3100
P.O. Box 516
161 Bay Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2S1
Téléphone : 416.869.7368
Sans frais (Canada) : 1.800.382.9280

Waterloo

80 King Street South, Suite 101
Waterloo (Ontario)
Canada N2J 1P5
Téléphone : 519.886.1060
Sans frais : 1.800.495.8071

Alberta

Calgary

Centennial Place – East Tower
520 3rd Avenue SW, Suite 2400
Calgary (Alberta)
Canada T2P 0R3
Téléphone : 403.508.3800
Sans frais : 1.800.818.4119

Edmonton

Manulife Place
10180 — 101st Street, Suite 570
Edmonton (Alberta)
Canada T5J 3S4
Téléphone : 780.408.1500
Sans frais : 1.877.313.3035

Manitoba

Winnipeg

1010-201 Portage Avenue
Winnipeg, MB
Canada R3B 3K6
Téléphone : 204.259.2850
Sans frais : 1.877.259.2888

Québec

Montréal

1250, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 2930
Montréal (Québec)
Canada H3B 4W8
Téléphone : 514.844.5443
Sans frais : 1.800.361.4805

Nouvelle-Écosse

Halifax

Purdy's Wharf Tower II
1969 Upper Water Street
Suite 2004
Halifax (Nouvelle-Écosse)
Canada B3J 3R7
Téléphone : 902.442.3162
Sans frais : 1.866.371.2262

Canaccord Genuity Wealth Management (USA), Inc.

Vancouver

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.684.5992

Royaume-Uni et Europe

Londres

41 Lothbury
Londres, Royaume-Uni
EC2R 7AE
Téléphone : 44.20.7523.4500

Jersey

37 The Esplanade
St Helier
Jersey JE4 0XQ
Téléphone : 44.1534.708090

Guernesey

Trafalgar Court,
Admiral Park,
St. Peter Port
Guernesey GY1 2JA
Téléphone : 44.1481.733900

Île de Man

55 Athol Street
Douglas
Île de Man IM1 1LA
Téléphone : 44.1624.690100

Blackpool

Talisman House
Boardmans Way
Blackpool FY4 5FY
Téléphone : 44.1253.621575

Lancaster

2 Waterview
Lancaster
LA1 4XQ
Téléphone : 44.1524.541560

Norwich

13-15 St Georges Street
Norwich
Norfolk NR3 1AB
Téléphone : 44.1603.567120

Llandudno

Anson House
1 Cae'r Llyn
Llandudno Junction
Conwy LL31 9LS
Téléphone : 44.1492.558359

Nottingham

The Point
Loughborough Road
West Bridgford,
Nottingham NG2 7QW
Téléphone : 44.1158.965840

Worcester

Slip House
Princes Drive
Worcester WR1 2AB
Téléphone : 44.1905.953600

York

23 High Petergate
York YO1 7HS
Téléphone : 44.1904.232780

Southampton

Ocean Village Innovation Centre
Ocean Way
Southampton SO14 3JZ
Téléphone : 44.2380.381670

Australie

Melbourne

Level 15, 333 Collins Street
Melbourne, VIC, 3000, Australie
Téléphone : 61.3.9242.4000

Sydney

Level 62, MLC Centre
19 Martin Place
Sydney NSW 2000
Téléphone : 61.2.8238.6200

Perth

Level 23, Exchange Tower
2 The Esplanade
Perth, Australie-Occidentale, 6000
Téléphone : 61.8.9263.1111

Albany

Level 2, Middleton Centre
184 Aberdeen Street
Albany, Australie-Occidentale, 6330
Téléphone : 61.8.9842.4700

Busselton

Suite 1
72 Duchess Street
Busselton, Australie-Occidentale,
6280
Téléphone : 61.8.9754.0700

Gold Coast

Suite 2, Ground Level
128 Bundall Road
Gold Coast, Queensland, 4217
Téléphone : 61.7.5631.2300

Adelaide

21/25 Grenfell Street
Adelaide, Australie-Méridionale,
5000
Téléphone : 61.8.8407.5700

AUTRES ÉTABLISSEMENTS

Pinnacle Correspondent Services

Vancouver

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V7Y 1H2
Téléphone : 604.643.7300

Toronto

Brookfield Place
161 Bay Street, Suite 3000
P.O. Box 516
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2S1
Téléphone : 416.869.7368

Renseignements à l'intention des actionnaires

Siège social

ADRESSE DU BUREAU

Groupe Canaccord Genuity Inc.
609 Granville Street, Suite 2200
Vancouver (Colombie-Britannique) Canada

ADRESSE POSTALE

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2
Canada

Inscription en Bourse

Actions ordinaires
Bourse de Toronto : CF

Actions privilégiées
Série A (Bourse de Toronto) : CF.PR.A.
Série C (Bourse de Toronto) : CF.PR.C.

Site Web de la Société

www.canaccordgenuity.com

Renseignements généraux à l'intention des actionnaires

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

161 Bay Street, Suite 3000
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416.869.7293
Télécopieur : 416.947.8343
Courriel : investor.relations@cgf.com

Relations avec les médias et demandes de renseignements des investisseurs institutionnels et des analystes

Christina Marinoff
Vice-présidente, Relations avec les investisseurs et communications
Téléphone : 416.687.5507
Courriel : cmarinoff@cgf.com

Le rapport annuel 2021 de Groupe Canaccord Genuity Inc. est disponible sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com.
Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le Service des relations avec les investisseurs.

Date prévue de paiement des dividendes¹ et de publication des résultats pour l'exercice 2022

	Date prévue de publication des résultats	Date de clôture des registres pour actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T1/22	3 août 2021	17 septembre 2021	30 septembre 2021	27 août 2021	10 septembre 2021
T2/22	8 novembre 2021	17 décembre 2021	31 décembre 2021	26 novembre 2021	10 décembre 2021
T3/22	9 février 2022	18 mars 2022	31 mars 2022	25 février 2022	10 mars 2022
T4/22	1 ^{er} juin 2022	17 juin 2022	30 juin 2022	17 juin 2022	30 juin 2022

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil d'administration jugera pertinents.

Ressources à l'intention des actionnaires

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, Ontario M5J 2Y1
Numéro sans frais (Amérique du Nord) : 1.800.564.6253
International : 514.982.7555
Télécopieur : 1.866.249.7775
Numéro de télécopieur sans frais (Amérique du Nord) ou numéro de télécopieur à l'international : 416.263.9524
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

Information financière

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com.

Auditeur

Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)